

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Gaza

Les Palestiniens face au terrorisme d'État israélien



- **La loi Immigration**
- **Le gouvernement Meloni**
- **Le capitalisme chinois**
- **Les BRICS**
- **Élections en Afrique du Sud**
- **Trois livres sur Lénine**

Au sommaire de ce numéro

Gaza : les Palestiniens face au terrorisme d'État israélien	1
La loi Immigration, inspirée par l'extrême droite, contre tous les travailleurs	6
L'an II du gouvernement Meloni	9
Le capitalisme chinois face à ses contradictions et à l'impérialisme	12
Des BRICS aux BRICS + : une alliance de bric et de broc	19
Afrique du Sud : en 2024, des élections sans enjeu pour la classe ouvrière	25
Trois livres sur Lénine (1870-1924), mort il y a 100 ans	33

La liste des librairies vendant **Lutte de classe** est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



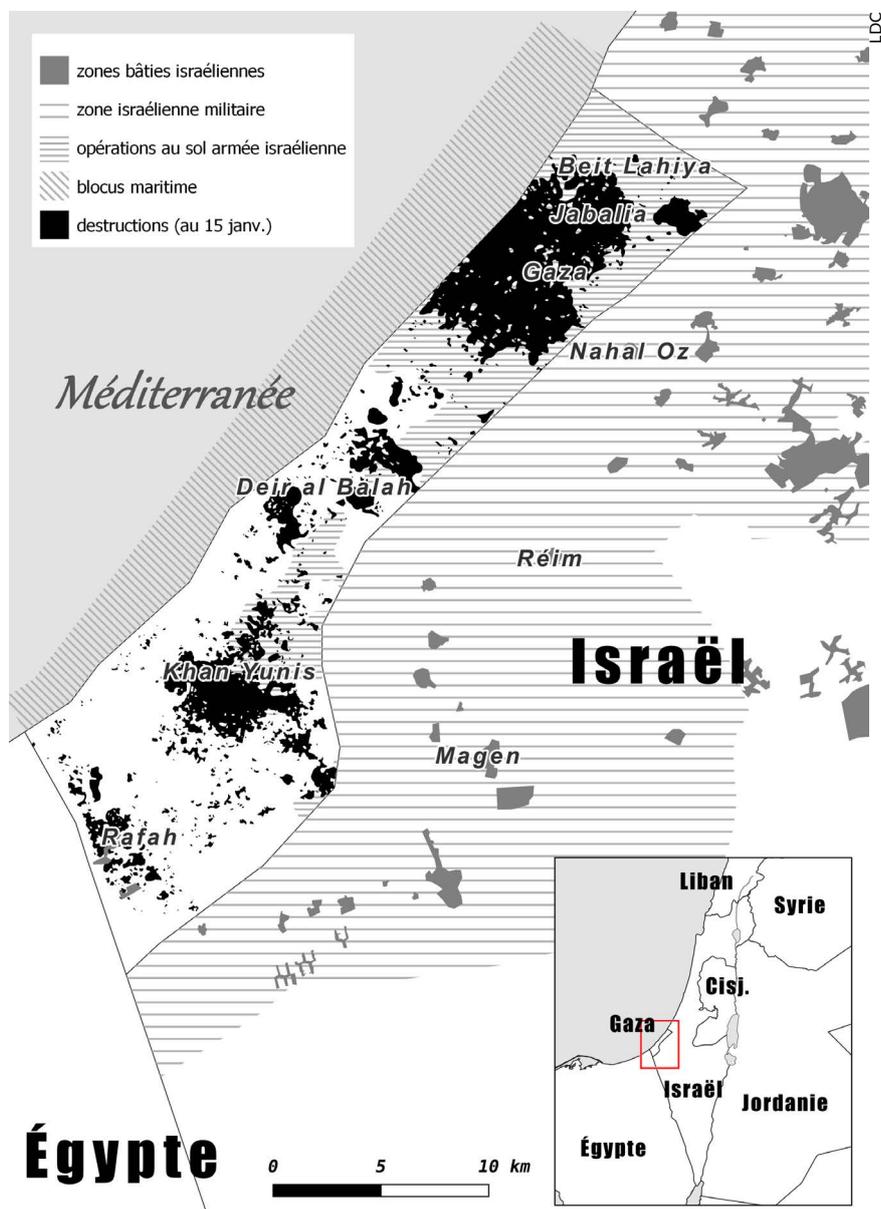
Gaza : les Palestiniens face au terrorisme d'État israélien

Après l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre, le gouvernement israélien s'est engagé dans une guerre qui dépasse, par sa violence, sa durée et les destructions, tout ce que ce territoire a connu ces vingt dernières années.

Depuis que le Hamas a pris le contrôle, en 2007, de cette enclave de 360 kilomètres carrés, peuplée de 2,4 millions d'habitants, sa population a subi fréquemment les bombardements israéliens. À deux reprises, en 2008 et en 2014, des unités israéliennes sont entrées dans Gaza. Aux actions militaires se sont ajoutés les effets d'un blocus, quasi total à certains moments, qui a paralysé les activités économiques et réduit plus de 70% des Gazaouis à vivre de l'aide humanitaire distribuée par l'ONU.

Le gouvernement israélien a véritablement engagé cette fois-ci une guerre qui dévaste totalement Gaza et aboutit à un massacre de masse. Dès le 9 octobre, son ministre de la Défense, Yoav Gallant, l'avait annoncé, avec le mépris raciste ouvert dont les dirigeants israéliens sont capables de faire preuve : « *Nous imposons un siège complet à Gaza. Pas d'électricité, pas d'eau, pas de gaz, tout est fermé. [...] Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence* », avait-il déclaré.

Plus de 350 000 soldats ont été mobilisés, un niveau jamais atteint depuis la guerre du Kippour en 1973. Dès les premiers jours de l'offensive, l'artillerie et l'aviation ont visé



La situation à Gaza au 15 janvier.

des habitations, des hôpitaux, les infrastructures. À partir du 28 octobre, début des opérations terrestres, l'armée israélienne a entrepris de refouler la majorité des Palestiniens vers le sud de l'enclave. La ville de Gaza, qui comptait plus d'un million d'habitants, a été réduite à un champ de ruines.

Après une trêve destinée à permettre l'échange d'otages israéliens contre des prisonniers palestiniens, du 24 au 30 novembre, l'armée israélienne a repris ses bombardements et a avancé jusqu'à Khan Younès et Rafah, les deux principales villes du sud de l'enclave. Des centaines de milliers d'habitants et de réfugiés ont été soumis à un pilonnage intense.

Le déplacement des Palestiniens est organisé cyniquement sous prétexte d'assurer leur sécurité. Ainsi le service de communication en arabe de l'armée israélienne a publié une carte qui découpe la bande de Gaza en 2400 zones, de façon à pouvoir indiquer des « zones sûres où se réfugier », prétendent les officiels israéliens, alors que l'ensemble du territoire est bombardé sans répit.

Après avoir vidé le nord du territoire d'une grande partie de sa population, l'armée israélienne a demandé aux Gazaouis d'évacuer Khan Younès. La grande majorité de la population de Gaza se retrouve ainsi concentrée sur une petite bande de territoire, autour de Rafah, à la frontière égyptienne, dans des conditions sanitaires catastrophiques.

Trois mois après son déclenchement, la guerre avait déjà fait plus de 20 000 morts et au moins 50 000 blessés. 1,9 million de personnes ont dû quitter leur domicile et errent d'un endroit à l'autre, dormant sous des tentes car la place manque dans les rares édifices publics encore debout. La population doit subir la famine et affronter

les conditions hivernales sans pouvoir se protéger du froid. L'effondrement du système sanitaire a inmanquablement des conséquences catastrophiques qui ne peuvent que s'aggraver encore. De nombreux cas de dysenterie sont signalés du fait de la consommation d'eau contaminée. Selon l'Organisation mondiale de la santé, « *des signaux inquiétants de maladies épidémiques apparaissent* », alors que les deux tiers des centres de soins primaires qui étaient en activité début octobre sont fermés. Sur les 36 hôpitaux de Gaza, 11 seulement fonctionnent encore partiellement, ne disposant pas d'électricité ni de médicaments.

La situation sanitaire est si grave qu'elle commence à inquiéter des experts israéliens de santé publique. Sans s'émouvoir, en tout cas officiellement, du sort des Palestiniens, ils ont commencé à avertir des risques de propagation épidémique pouvant affecter les centaines de milliers de soldats et ainsi menacer l'ensemble de la population israélienne. Les virus et les bactéries ne connaissent pas de frontières et ne font pas, eux, de différences entre Juifs et Arabes...

LA RESPONSABILITÉ DES GRANDES PUISSANCES

Ce massacre à grande échelle ne serait pas possible sans le soutien et l'aide active des grandes puissances, et en premier lieu des États-Unis. Ne disposant pas de stocks de bombes guidées et de munitions d'artillerie, l'État israélien est totalement dépendant des livraisons américaines. Si les États-Unis décidaient de les interrompre, l'armée israélienne devrait cesser son offensive au bout de quelques jours, faute de munitions.

Quant à l'Union européenne, elle reste le premier partenaire commercial de l'économie israélienne et disposerait aussi d'importants moyens de pression sur les dirigeants de l'État hébreu... si elle en avait la volonté, ce qui n'est pas du tout le cas !

Aucune des grandes puissances ne veut imposer à l'État israélien de mettre fin à la guerre, car il demeure le principal gendarme de l'ordre impérialiste dans cette région du Moyen-Orient. Elles se sont contentées d'appeler le gouvernement israélien à tenir davantage compte des populations civiles, témoignant ainsi d'une monstrueuse hypocrisie. Sans oublier que, comme la France



Une unité d'artillerie mobile israélienne tire un obus vers la bande de Gaza, depuis la frontière, le 14 janvier 2024.

lors de la guerre d'Algérie, ou les États-Unis au Vietnam, en Irak et en Afghanistan, ces États ont eux-mêmes fait preuve de la même barbarie à de nombreuses reprises pour assurer leur domination sur le monde.

NETTOYAGE ETHNIQUE ET GUERRE SANS FIN

Depuis les premiers bombardements, Netanyahu ne cesse de proclamer que la guerre durera jusqu'à « l'éradication du Hamas ». Et depuis fin décembre il répète, à chaque apparition publique, que ce sera « une longue guerre qui n'est pas près de finir ». Netanyahu est lui-même directement intéressé à la prolongation de la guerre, qui lui permet de se maintenir au pouvoir en faisant taire les critiques au sein de la population israélienne.

Lors d'une réunion de son parti, le Likoud, il a déclaré qu'il allait « réduire la population de Gaza à son minimum », envisageant ainsi ouvertement d'en expulser une grande partie. La presse israélienne a fait état d'un projet d'ouverture des frontières maritimes de l'enclave, pour permettre « une fuite massive vers les pays européens et africains ». Ce scénario serait dans la continuité de ce qui s'est fait lors de la création de l'État d'Israël en 1948, lors de la Nakba (« catastrophe » en arabe), quand entre 700 000 et 800 000 Palestiniens avaient été contraints à abandonner leurs biens et leurs terres pour s'exiler. Cela s'est répété avec une moins grande ampleur après la guerre des Six-Jours, en 1967. La très grande majorité des habitants de Gaza sont eux-mêmes des descendants de ces réfugiés voire des réfugiés eux-mêmes.

Netanyahu reprend ainsi à son compte le programme de l'extrême droite ultranationaliste et raciste, qui compte plusieurs ministres dans son gouver-



Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu (à droite), et le ministre des Finances, d'extrême droite, Bezael Smotrich (à gauche), lors d'une réunion destinée à faire approuver des coupes budgétaires pour financer la guerre à Gaza, le 15 janvier.

nement et dont il subit en permanence la pression. Ainsi son ministre des Finances, Bezael Smotrich, le dirigeant du Parti sioniste religieux, a avancé, lui, un objectif chiffré : « 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza », ce qui supposerait d'en expulser plus de deux millions, et s'est dit partisan d'une réoccupation de Gaza par Israël.

La majorité des dirigeants de l'État israélien, en particulier au sein de l'état-major, ne semblent pas partisans d'annexer Gaza. Ils se souviennent qu'en 2005 le gouvernement israélien de l'époque, pourtant dirigé par Sharon, réputé pour ses positions ultranationalistes, avait été contraint de mettre fin à l'occupation du territoire, jugée trop difficile et coûteuse, et d'évacuer les colonies qui s'y étaient installées, pour ne plus avoir à assurer leur protection.

Formulant très certainement le point de vue dominant dans les sommets de l'État israélien, le ministre de la Défense, Gallant, a présenté le 4 janvier un plan excluant totalement le retour de colons juifs. « *Ni Hamas, ni administration civile israélienne* » a-t-il résumé. Il a aussi évoqué le déploiement d'une force internationale. Autrement

dit, après avoir réduit Gaza à un champ de ruines, il propose cyniquement de laisser la charge d'une éventuelle reconstruction à la « communauté internationale », comme après chacune des précédentes campagnes militaires menées contre l'enclave palestinienne.

Le Hamas s'est malgré tout montré capable de continuer à tirer, presque tous les jours, des roquettes contre le territoire d'Israël, démontrant que l'armée israélienne n'est pas parvenue à détruire l'organisation islamiste, même après trois mois d'intenses bombardements. Cette guerre ne peut qu'alimenter les sentiments de haine et le désir de vengeance parmi les Gazaouis et l'ensemble des Palestiniens.

Le crédit et l'influence acquis par le Hamas sont la conséquence de la situation désespérée dans laquelle les gouvernements israéliens ont acculé les Palestiniens, en refusant de reconnaître leurs droits et en les spoliant de leurs terres et de leurs biens tout au long de ces 75 dernières années.

La politique des dirigeants israéliens condamne les deux peuples à une guerre sans fin. Pendant que l'armée israélienne

écrase Gaza sous les bombes, elle se livre à des opérations de répression de grande ampleur en Cisjordanie. Des milliers d'armes ont été distribuées aux colons, qui agressent des Palestiniens. Depuis le 7 octobre, plus de trois cents Palestiniens ont été tués et le nombre de colonies sauvages et de nouvelles routes pour les colons a connu une « progression sans précédent », d'après l'ONG israélienne La paix maintenant.

La guerre actuelle n'est d'ores et déjà plus limitée à Gaza. Plusieurs dizaines de milliers de civils ont été évacués des deux côtés de la frontière israélo-libanaise. L'aviation israélienne bombarde régulièrement des villages au Sud-Liban en réponse à des tirs du Hezbollah et, le 2 janvier, un des principaux dirigeants du Hamas a été exécuté par un tir de missile contre un immeuble à Beyrouth. En Syrie, des infrastructures subissent régulièrement des frappes israéliennes, en particulier l'aéroport de Damas, par lequel transitent des armes envoyées par l'Iran.

La menace d'une généralisation de la guerre actuelle à l'échelle du Moyen-Orient est bien réelle, d'autant qu'elle s'inscrit dans un contexte de montée des tensions politiques et militaires au sein du monde impérialiste.

LE RENVERSEMENT DE L'IMPÉRIALISME, SEULE PERSPECTIVE ÉMANCIPATRICE POUR LES PEUPLES

Les communistes révolutionnaires reconnaissent le droit des peuples à l'autodétermination, et naturellement le droit du peuple palestinien à avoir son existence nationale, un droit que les dirigeants de l'État d'Israël lui nient depuis sa création. C'est un droit dont la revendication a été au centre



Le chef du Hamas, Ismail Haniyeh (à droite), avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, au Qatar le 14 octobre 2023.

de la lutte de bien des peuples, en particulier dans le cadre de la vague de décolonisation qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale.

L'obtention de l'indépendance nationale a signifié pour beaucoup le sentiment d'avoir conquis une dignité, ou en tout cas d'avoir mis fin à une des formes les plus odieuses de l'oppression, celle qui se traduit par le mépris national ou racial. Il est vrai que nulle part elle n'a mis fin à l'exploitation, à la division de la société en classes et au capitalisme. On peut même se demander dans chaque cas jusqu'à quel point elle a vraiment mis fin au racisme, aux différentes formes de mépris subies par les peuples, tant il est vrai que le système capitaliste lui-même fait sans cesse resurgir des discriminations de tous ordres.

En fait, dans le cadre du capitalisme et du système de domination impérialiste auquel il a donné naissance, bien souvent même ce simple droit à sa propre existence nationale n'a été reconnu qu'incomplètement, ou ne l'a pas été du tout. C'est le cas pour de nombreuses minorités et pour certains peuples, au nombre desquels figure le peuple palestinien, par exemple le peuple kurde, réparti entre plusieurs États où il subit à différents degrés une oppression nationale.

Subissant l'oppression féroce

de l'État d'Israël, avec tous les aspects de mépris social, raciste anti-arabe qu'elle comporte, la revendication du droit à sa propre existence nationale est nécessairement un élément fondamental des luttes des Palestiniens. Les dirigeants nationalistes de l'OLP et ensuite du Hamas, en se basant sur ce sentiment pour asseoir leur influence, n'ont rien fait d'autre que de suivre le modèle d'autres dirigeants nationalistes, de l'Algérie, du Vietnam et de bien d'autres pays, qui se sont ainsi imposés à la tête de leur peuple pour conquérir le droit de disposer de leur propre État et de le diriger pour le compte de leur bourgeoisie. Dans le contexte du Moyen-Orient, cela signifiait demander le droit à diriger un petit État palestinien, à condition qu'on veuille bien lui laisser une place au côté des autres États de la région, y compris Israël.

Malgré quelques professions de foi panarabes et parfois socialistes, les dirigeants palestiniens ne prétendaient pas remettre en cause le partage du Moyen-Orient entre ces États, tel qu'il existe et qu'il a été imposé par l'impérialisme, et ils en ont donné bien souvent des gages. Mais c'est justement cette concession que ni l'impérialisme ni les dirigeants israéliens n'ont jamais accepté de leur faire, sinon sous la forme de cet État croupion qu'est l'Autorité palestinienne, sans réelle autonomie ni liberté



Des Palestiniens dans un camp de réfugiés, près de Rafah, le 14 janvier.

d'action, à qui au fond Israël n'a rien confié d'autre que le rôle de policier de son propre peuple.

À l'époque de l'impérialisme, on peut dire que toutes les luttes nationalistes mènent à un moment ou à un autre à une impasse, car l'impérialisme a clos l'époque où les différentes bourgeoisies pouvaient trouver un espace pour leur développement national.

Tirant les leçons de l'échec de la révolution chinoise de 1925-1927 du fait de la politique de l'Internationale communiste stalinisée, Trotsky écrivait en 1931 dans son ouvrage *La révo-*

lution permanente :

« Dans les conditions de l'époque impérialiste, la révolution démocratique nationale ne peut être victorieuse que si les rapports sociaux et politiques d'un pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en qualité de chef des masses populaires. Et si les choses n'en sont pas encore arrivées à ce point ? Alors la lutte pour la libération nationale n'aboutira qu'à des résultats incomplets, dirigés contre les masses travailleuses. »

C'est encore plus vrai aujourd'hui, quand l'impérialisme n'est plus capable d'offrir aux

peuples de la planète, comme seules perspectives, que la crise permanente de son économie et la marche à la guerre généralisée. Et c'est encore plus vrai pour le peuple palestinien.

La seule véritable perspective émancipatrice ne peut être apportée que par le prolétariat, seule classe qui puisse renverser l'impérialisme et lui substituer une organisation capable de mettre fin à toutes les formes d'oppression, nationales et sociales à l'échelle de la planète.

13 janvier 2024



La loi Immigration, inspirée par l'extrême droite, contre tous les travailleurs

La loi Immigration du gouvernement Macron a finalement été votée par le Parlement le 19 décembre dernier. Le projet de loi initial de Darmanin représentait déjà une attaque contre les travailleurs immigrés. Après des semaines de surenchères de la droite et de l'extrême droite, la version finale du texte marque un tournant répressif encore plus accentué.

« Plus personne ne pourra nous reprocher de défendre la priorité nationale, pas même le président de la République, puisque son principe est aujourd'hui validé par cette loi », a pu se réjouir Marine Le Pen, voyant dans le vote de la loi une « victoire idéologique » du Rassemblement national.

En réalité, il y a longtemps que l'extrême droite imprime sa marque sur une bonne partie du monde politique, y compris à gauche, et que le gouvernement lui emboîte le pas sans complexe, ne dédaignant pas des déclarations abjectes et mensongères dignes d'un Zemmour.

Ainsi, après le meurtre en octobre 2022 de la jeune Lola par une femme algérienne en situation irrégulière dans le pays, Macron avait déclaré qu'à Paris plus de la moitié des faits de délinquance étaient le fait de « personnes qui sont des étrangers, soit en situation irrégulière, soit en attente de titres », nourrissant ainsi le fantasme de hordes de migrants voleurs, violeurs et tueurs. Cette déclaration crapuleuse, assortie de la promesse d'accélérer le rythme des expulsions, passait sous silence le fait que la grande majorité des « faits de délinquance » en question n'étaient pas des



Dans la manifestation contre la loi Immigration à Paris, le 18 décembre 2023.

violences contre les personnes. Mais qu'importe la réalité, l'essentiel pour Macron était de caresser dans le sens des préjugés une opinion bouleversée, à laquelle l'équation « immigration = délinquance » était martelée.

Plus récemment, la mort de Thomas, un adolescent, à la sortie d'un bal de village dans la Drôme, a été une nouvelle occasion de déchaînement de l'extrême droite et de tous ses relais médiatiques, transformant ce qui apparaît de plus en plus comme une bagarre ayant tragiquement mal tourné en « jeunes de cités venus pour planter des Blancs », comme l'affirmait Bardella dans une interview. Là encore, le gouvernement a ajouté sa voix au chœur xénophobe, Darmanin parlant « d'ensauva-

gement », et citant l'immigration et le manque d'autorité des parents et de la société parmi les facteurs qui l'expliquent.

UN ARSENAL CONTRE LES MIGRANTS

La loi Immigration traduit en articles de loi ces postures réactionnaires, ces fantasmes d'extrême droite sur le « grand remplacement » ou « l'appel d'air » que constitueraient, à les entendre, une législation trop laxiste et des prestations sociales trop généreuses. Elle couronne des décennies de politique répressive et va compliquer davantage la vie des travailleurs immigrés.

La loi instaure des quotas mi-



gratoires fixés par le gouvernement et durcit encore les conditions du regroupement familial. Ainsi, une personne qui veut faire venir sa famille devra désormais justifier d'une durée de séjour en France de 24 mois, au lieu de 18 précédemment, et son conjoint devra posséder un niveau minimum de français avant d'arriver sur le territoire, condition quasiment impossible à remplir dans bien des pays où l'accès à l'éducation est limité.

Une autre mesure remet en cause l'obtention automatique de la nationalité à 18 ans, pour un enfant né en France de parents étrangers. Présenté comme un droit abusif créant des « Français de papiers et non de cœur » par l'extrême droite, ce « droit du sol » était pourtant très relatif. En effet les enfants nés en France n'étaient pas automatiquement français à la naissance : nés, élevés et scolarisés en France, ne connaissant que ce pays et sa langue, ils n'étaient pourtant pas français, d'un point de vue administratif, avant leurs 18 ans, ou éventuellement leurs 13 ans s'ils faisaient une demande anticipée. La loi Macron accentue l'injustice, en supprimant l'obtention automatique à 18 ans, attribuant ainsi à ces jeunes un statut de citoyens de seconde zone, devant mériter leurs papiers.

Pour aller dans le sens de la « préférence nationale » chère

à l'extrême droite, la loi Immigration introduit un délai de plusieurs mois ou années avant que les travailleurs immigrés ne bénéficiant pas d'une carte de résident de dix ans puissent prétendre à un certain nombre de prestations sociales. Il faudra cinq ans avant de pouvoir toucher les allocations logement, pour les travailleurs immigrés ne pouvant prouver trois mois de travail en France. Il faudra cinq ans également avant de pouvoir toucher les allocations familiales, l'allocation personnalisée d'autonomie, ou de pouvoir faire valoir le droit au logement opposable, sauf si le demandeur peut prouver qu'il travaille depuis 30 mois. La loi prévoit également d'élargir la possibilité de déchéance de nationalité aux binationaux

condamnés pour homicide contre une personne dépositaire de l'autorité publique.

Enfin, si la suppression de l'aide médicale d'État (AME), que la droite avait le culot de présenter comme l'une des causes de l'asphyxie du système de santé, ne figure pas dans la loi, c'est moyennant la promesse de réexaminer le dispositif en 2024. Par ailleurs, la loi a tout de même restreint l'accès au titre de séjour « étranger malade », qui ne pourra plus être accordé que s'il n'y pas de traitement approprié dans le pays d'origine. Gageons que ceux qui décideront du caractère « approprié » des traitements, dans des pays pauvres aux systèmes de santé parfois inexistantes, n'en seront pas les usagers.

CONTRE UNE LOI RACISTE QUI AFFAIBLIT LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Le gouvernement Macron n'est pas le premier à faire de l'immigration un cheval de bataille politique. Depuis la fin des années 1970 et le début de la crise, les gouvernements successifs ont utilisé l'immigration pour faire passer leurs attaques contre toute la classe ouvrière.

En 1983, les plans de licenciements massifs se succédaient sous le gouvernement du so-



La régularisation des sans-papiers, un objectif qui concerne tous les travailleurs. Ici, à Lille, en décembre 2012, sous Hollande.

cialiste Mitterrand, et le Front national, alors sous la houlette de Le Pen père, réalisait ses premiers scores électoraux avec le slogan « Deux millions de chômeurs = deux millions d'immigrés ». Trouver un bouc émissaire à désigner aux travailleurs est une méthode aussi vieille que l'exploitation, qui ne séduit pas qu'à l'extrême droite. On vit d'ailleurs alors les dirigeants du Parti communiste, qui comptait encore quatre ministres au gouvernement, expliquer que, dans un contexte de chômage, il fallait arrêter l'immigration « pour le bien de tous les travailleurs », comme l'affirmait la direction du PCF du Rhône au lendemain d'échauffourées entre les jeunes et la police dans le quartier ouvrier des Minguettes à Vénissieux, reprenant d'ailleurs des propos tenus par Georges Marchais dès 1981, qui affirmait dans un meeting: « Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. » Le Parti communiste dédouanait ainsi le grand patronat et se mettait tranquillement dans les pas de l'extrême droite en rendant les immigrés responsables des licenciements nécessaires à la bourgeoisie. Les dirigeants socialistes ne furent pas en reste et n'hésitèrent pas à recourir à la même démagogie contre les immigrés. Ainsi, en 1989, le Premier ministre socialiste, Michel Rocard, déclarait à la télévision: « Nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde. »

Les dizaines de lois, de mesures et de circulaires qui, depuis des décennies, sont autant de tracasseries, d'obstacles et de brimades pour les immigrés, n'ont jamais pu empêcher l'immigration. Pas plus que les murs et les barbelés qui hérissent les places fortes du capitalisme, des États-Unis à l'Europe, ne peuvent empêcher les réfugiés de prendre tous les risques pour tenter de gagner leur pain et de se construire un avenir. L'immi-



Cortège des grévistes de Citroën pendant la manifestation du 1^{er} mai 1982.

gration est d'ailleurs nécessaire au patronat de ces pays riches vieillissants, qui a besoin d'une main-d'œuvre la plus exploitable et corvéable possible.

L'acharnement politique contre les immigrés n'a pas pour but de stopper l'immigration, dont le patronat a besoin, mais de diviser les travailleurs. Après avoir économisé des milliards sur le logement, l'école, les hôpitaux, quoi de plus utile que de désigner les travailleurs immigrés comme responsables du manque de logements, d'enseignants ou de soins? La grande bourgeoisie a tout pouvoir pour licencier et aggraver les conditions d'exploitation. Quoi de plus utile que d'en attribuer la faute à la concurrence des travailleurs immigrés? Chercher à diviser les travailleurs est aussi vieux que l'exploitation. Rogner les droits de certaines catégories de la classe ouvrière – femmes, intérimaires, immigrés, chômeurs – n'a cependant jamais fait augmenter les droits des autres, au contraire! C'est un moyen de faire pression pour les baisser tous.

Alors, ce n'est certainement pas au nom des prétendues valeurs de cette République de licenciés et d'exploiteurs, ou au nom des promesses d'un Macron de faire barrage à l'ex-

trême droite, que les travailleurs doivent se dresser contre cette loi Immigration.

Elle est injuste et raciste, faisant passer pour des criminels en puissance les aides à domicile, les salariés avec ou sans papiers du bâtiment, des chaînes de production, du nettoyage que sont les travailleuses et les travailleurs immigrés. Et elle cherche à priver la classe ouvrière d'une partie de ses forces, parmi les plus combattives. Car, des grèves de l'automobile, dans lesquelles les ouvriers immigrés jouèrent un rôle essentiel, comme celle des usines Chausson d'Asnières et de Gennevilliers en 1975, ou celle des ouvriers des usines Citroën au printemps 1982, baptisées « grèves de la dignité », malgré l'exploitation, le racisme des chefs et la surveillance policière d'auxiliaires de leurs pays d'origine, aux mobilisations actuelles de travailleurs sans papiers, les immigrés sont souvent parmi les combattants les plus déterminés. Les travailleurs, conscients que tous ceux qui cherchent à les monter les uns contre les autres les désarment, pourront combattre le poison du racisme et reconstituer leurs forces contre le capitalisme, leur seul ennemi.

12 janvier 2024



L'an II du gouvernement Meloni

La coalition menée par Giorgia Meloni est au pouvoir en Italie depuis septembre 2022. Elle associe Forza Italia, le parti de feu Berlusconi, la Ligue, le parti d'extrême droite conduit par Matteo Salvini, et le parti de Meloni, Fratelli d'Italia, héritier du Mouvement social italien, le MSI néofasciste. Au-delà de ses envolées populistes, quel est le bilan de ce gouvernement dirigé par une femme relativement jeune et héritière politique des nostalgiques de Mussolini? L'article suivant est une traduction de *L'Internazionale* (Italie – UCI) dans sa parution du mois de décembre 2023.

Entré dans sa deuxième année, le gouvernement Meloni s'était, dès le début, placé sur le terrain classique du pouvoir en Italie. Il a recherché un appui solide dans l'opinion publique, en premier lieu parmi la nombreuse petite et moyenne bourgeoisie du commerce, du tourisme, des secteurs manufacturiers et des professions libérales, tout en étant plus ou moins complètement assujéti aux exigences du grand capital.

En mai dernier, au cours d'un meeting à Catane, Meloni a mis en scène un grand classique du populisme petit-bourgeois : « *La lutte contre l'évasion fiscale doit se mener là où elle existe vraiment : dans les "big companies", les banques, chez les fraudeurs à la TVA, et non chez le petit commerçant qui se fait racketter par l'État.* » On peut imaginer combien cette musique peut être douce aux oreilles de la très nombreuse et très hétérogène petite bourgeoisie italienne... Mais une fois au pied du mur, quand il s'est agi de mettre en pratique un semblant de justice fiscale, contre les banques justement,

les bonnes intentions ont fondu comme neige au soleil.

L'inénarrable ministre Salvini avait annoncé en août l'approbation d'un décret prévoyant un impôt extraordinaire sur les « superprofits ». « *C'est une mesure de justice sociale* », expliquait-il, promettant qu'il servirait à « *aider les propriétaires primo-accédants à payer leurs crédits et à la baisse des impôts* ». Salvini pronostiquait que l'État en tirerait « *plusieurs milliards* ».

Cependant, après les vives critiques des banques italiennes et européennes et de la Confindustria, le Medef italien, la mesure, approuvée au Sénat, a été radicalement transformée par la majorité gouvernementale, qui en était pourtant à l'origine.

Cette version revue et corrigée permet aux banques de choisir de ne pas payer un centime de l'impôt extraordinaire (limité à un an), et même de détourner de leur bilan un montant équivalent.



Giorgia Meloni, lors d'une assemblée patronale en Lombardie. À gauche sur la photo, Carlo Bonomi, président de la Confindustria, le Medef italien.

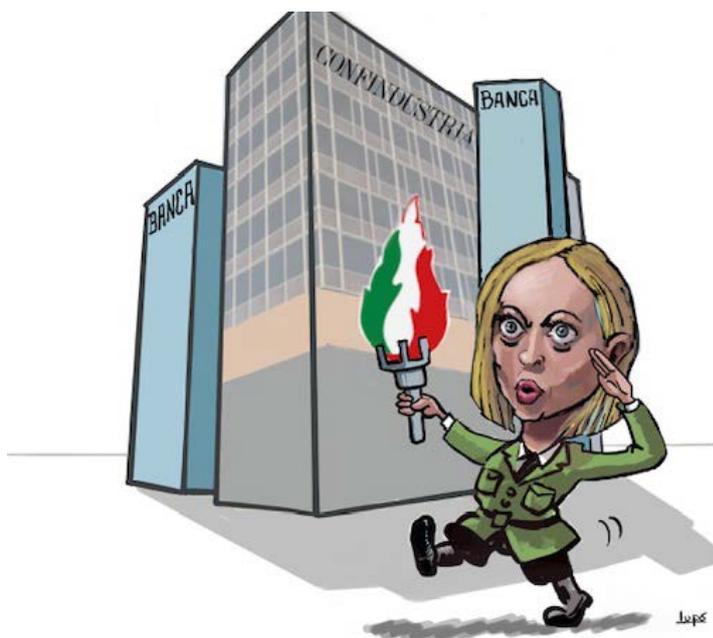
valant à 2,5 fois la taxe, à condition de le consacrer à leur « patrimoine », c'est-à-dire à leurs réserves. Et les experts de préciser que les banques auraient de toute façon fait ces affectations, tant leurs bénéfices sont élevés pour les seuls neuf premiers mois de 2023. En effet les bénéfices de l'année atteindront sans doute les 40 milliards, dont 16,5 pour les cinq principaux établissements bancaires. Pour achever de rendre inoffensif l'impôt extraordinaire, son montant maximum a été fixé à 0,26% des actifs pondérés des banques, c'est-à-dire évalués en excluant tous les emprunts d'État que toutes les banques possèdent en grand nombre.

Ce n'est qu'un exemple qui illustre l'ensemble de la politique économique du gouvernement, consistant à couvrir de déclarations populistes une politique au service des intérêts du grand capital.

UNE « FORTERESSE SOLIDE » POUR LES ÉTATS-UNIS EN EUROPE

Sur le plan international, la coalition de droite au gouvernement consolide aussi formellement le lien de sujétion envers les États-Unis, cherchant à s'affirmer comme leur ami le plus fiable en Europe, qui s'avère particulièrement précieux pour Washington au moment où plusieurs pays d'Europe de l'Est expriment leur lassitude ou leur ouverte hostilité envers le gouvernement ukrainien. L'entretien téléphonique de début octobre entre Biden et les dirigeants européens, dont Meloni, a été commenté ainsi par Jack Markell, nouvel ambassadeur américain dans le pays : « *L'Italie s'est une fois de plus montrée un allié fiable et Giorgia Meloni s'est sans aucun doute avérée un solide point d'appui dans le soutien à l'Ukraine.* »

Malgré des postures de



« femme du peuple », la présidente du Conseil a donc été adoubee par ce monde de la finance internationale qu'elle qualifiait dans ses meetings de campagne de « grand pouvoir occulte » à abattre, au nom de la souveraineté nationale. Le dirigeant de BlackRock, le plus grand fonds d'investissement mondial, dans une interview au journal *Milano Finanza*, se déclare convaincu de la force du gouvernement italien, nullement préoccupé par ses prises de position et optimiste quant à ses perspectives. Et dire que Meloni et Salvini expliquaient dans leurs discours que des groupes comme BlackRock conspiraient pour faire tomber leur gouvernement !

Les rares journaux non inféodés au gouvernement se sont régalés en comparant les promesses et les prises de position de la coalition de droite, avant les élections de septembre 2022, au bilan effectif du gouvernement. Il en ressort, sans surprise, une incohérence totale. Mais Meloni sait se sortir de ces situations par des effets d'annonce, comme celle du plan Mattei de collaboration avec l'Afrique, ou l'annonce de mesures « à coût zéro », comme l'invention de nouveaux délits et le durcissement des peines

maximum pour d'autres délits.

Par ailleurs, la cohérence entre les promesses électorales et les actes importe peu aux classes possédantes, qui détiennent le pouvoir économique, c'est-à-dire le pouvoir réel. L'important est que la machine gouvernementale soit mise au service de leurs intérêts et soit en mesure de neutraliser les appareils bureaucratiques lorsqu'ils constituent un obstacle à l'accumulation des profits, à défaut de les rendre efficaces.

UN RAMASSIS DE PERSONNALITÉS MÉDIOGRES

Aux yeux de la grande bourgeoisie italienne, le gouvernement Meloni restera un bon point d'appui à trois conditions : le maintien d'un lien solide avec les États-Unis, une politique antiouvrière rigoureuse et l'adoption de mesures qui permettent de distribuer les milliards du PNRR (le plan de relance de l'économie, financé par l'UE) aux grandes entreprises italiennes, sans pour autant supprimer les facilités et les aides financières que l'État national a toujours prodiguées au patronat.



Grève de travailleurs précaires de la logistique en juin 2023 : « Pas de droits, pas de livraison ».

Ces conditions remplies, le gouvernement et les dirigeants des partis peuvent demeurer ce qu'ils sont, un ramassis de personnages médiocres. Avec des ministres et des sous-secrétaires d'État mis en examen, comme la ministre du Tourisme Daniela Santanchè (pour faillite frauduleuse, fraude contre l'État et fausses déclarations), le sous-secrétaire à la Culture Vittorio Sgarbi (évasion fiscale, fraude aux impôts), le sous-secrétaire à la Justice Andrea Del Mastro (délit d'initié), sans oublier le cas le plus récent de Maurizio Gasparri, sénateur et président du groupe Forza Italia au Sénat. Le journaliste Sigfrido Ranucci a révélé que Gasparri est le président d'une société de cybersécurité, ce qu'il n'a jamais déclaré et qui le met en situation évidente de conflit d'intérêts dans les appels d'offres lancés par le gouvernement pour des

prestations de ce type.

Les personnages de ce gouvernement évoquent instinctivement les nigauds et les magliari du film *Professione Magliari* de Francesco Rosi, qui se démènent entre embrouilles et escroqueries à la petite semaine, liés entre eux par des partenariats et des parentés. Cette nouvelle bande de politiciens ne se distingue pas des précédentes par sa plus grande malhonnêteté mais par sa plus grande maladresse. Et ses « qualités » sont d'ailleurs le reflet de celles d'une grande partie de la bourgeoisie italienne, ce qui explique la grande indulgence de cette dernière envers la médiocrité de son personnel politique.

Guido Carli, qui fut banquier, ministre démocrate-chrétien et président de la Confindustria, illustre cette vérité dans une longue interview donnée

en 1977, dans laquelle il expliquait : « L'identification entre une certaine couche sociale et les hommes au gouvernement n'a existé que durant une brève période, entre 1861 et 1876, c'est-à-dire celle de la chute de la droite historique. Durant cette période, la majorité parlementaire, le gouvernement, l'administration furent largement et directement formés par les propriétaires fonciers. Ceux-ci accomplirent leurs devoirs envers l'État, par exemple leur devoir fiscal, un fait qui permet de juger de l'esprit civique d'une classe dirigeante. » C'était une façon de dire que depuis cette époque la grande bourgeoisie, faite de propriétaires fonciers transformés en capitalistes industriels et financiers, ne remplit plus scrupuleusement son devoir fiscal, tout en restant, depuis plus de 150 ans, la classe dirigeante.



Le capitalisme chinois face à ses contradictions et à l'impérialisme

Depuis la crise du Covid, fin 2019, l'économie chinoise est confrontée à un certain nombre de difficultés dont elle semble incapable de sortir. Mais cette crise n'est ni spécifiquement chinoise ni purement conjoncturelle. En 30 ans, la Chine, sous l'égide de son État, s'est profondément intégrée à l'économie mondiale. Dans les années 1990 et 2000, les entreprises occidentales y trouvèrent les ressources humaines pour restaurer leur taux de profit, en en faisant l'atelier du monde. Après la crise de 2008, l'envolée de la spéculation immobilière chinoise réactualisa l'intérêt occidental pour ce vaste marché. Aujourd'hui, le capitalisme chinois se heurte non seulement au repli de l'économie capitaliste mondiale mais aussi aux limites que les puissances impérialistes lui imposent, lui causant de multiples difficultés, qui, si elles perdurent, ne seront pas sans conséquences sur la marche du monde.



REUTERS

Une famille de migrants de l'intérieur installée à côté d'un chantier de construction dans la zone côtière de la province du Zhejiang, au sud de Shanghai.

Dans ses publications d'octobre 2023, le FMI faisait le constat que l'économie mondiale est à la peine. Analysant les conséquences de la pandémie, de la guerre en Ukraine, de la fragmentation géoéconomique accrue, il prévoyait que la croissance mondiale allait encore ralentir. Ses conclusions étaient claires : « *Les prévisions de croissance mondiale à moyen terme, à 3,1 %, sont les plus faibles depuis plusieurs décennies, et les perspectives de voir des pays rattraper le niveau de vie d'autres pays plus avancés sont faibles.* » Alors que sur la planète, des centaines de millions d'êtres humains restent ou plongent dans le dénuement et la précarité, et que d'autres meurent sous les bombes, les têtes pensantes du capitalisme n'osent même plus leur faire la promesse d'un avenir meilleur. Un tel constat est celui d'une faillite, la faillite d'une économie fondée sur le marché et l'anarchie de la concurrence.

Au début des années 2000, la croissance de la Chine, sous l'effet des politiques étatiques et des investissements occidentaux, tirait toute l'économie mondiale. Entre le début des années 2000 et le début des années 2010, la Chine annonçait des taux de croissance supérieurs à 10 %, montant même à 14 % en 2007, avant la grande crise de 2008. Certains voyaient là l'effet miraculeux du capitalisme, d'autres un effet de rattrapage d'un pays sortant de la pauvreté. L'État chinois et les capitalistes occidentaux avaient en fait seulement trouvé un terrain d'entente leur permettant d'exploiter conjointement la classe ouvrière chinoise, ce qui a contribué aux profits de la bourgeoisie occidentale et fait émerger, ou réémerger, sous l'égide de l'État chinois, une bourgeoisie et une petite bourgeoisie chinoises conséquentes. Autour des zones franches, autour des ZES, les zones économiques spéciales, organisant l'exploitation

de la classe ouvrière chinoise, des villes se sont développées. Mais la Chine est loin de ne plus être un pays pauvre. Selon la Banque mondiale, 19 % de sa population vit encore sous le seuil de pauvreté, soit 273 millions de personnes disposant d'un revenu inférieur à 6,85 dollars par jour. Les zones urbaines les plus modernes et les plus riches, autour de Pékin, Shanghai, Shenzhen et des capitales provinciales, côtoient toujours les campagnes arriérées. Des centaines de millions de travailleurs migrants, tels des citoyens de second rang, sont venus de cet arrière-pays gagner l'équivalent de quelques centaines d'euros dans les conditions les plus dures avant d'y être, pour une partie d'entre eux, renvoyés quand les intérêts des capitalistes chinois et étrangers se sont retournés.

LA CRISE IMMOBILIÈRE

Les années qui ont suivi la crise mondiale de 2008 ont été celles d'une spéculation immobilière encore plus effrénée. L'État chinois, la bourgeoisie résurgente, les fonctionnaires locaux avaient trouvé là un relais à l'activité manufacturière en berne à la suite du marasme qui avait gagné les pays occidentaux. Pour financer leurs projets de construction, les promoteurs et les gouvernements provinciaux se sont endettés sans fin, utilisant l'argent des crédits accordés aux nouveaux projets pour poursuivre les travaux des anciens. Le système a fonctionné tant que le marché était en expansion et que les prix montaient, engendrant une bulle immobilière, au dégonflement de laquelle on assiste depuis plus de deux ans maintenant. La pandémie a joué le rôle de déclencheur. Suite au retournement du marché à ce moment-là, de nombreux promoteurs se sont retrouvés dans l'incapacité de rembourser leurs créanciers et

de finir les constructions. La machine à spéculer s'était enrayée et contrairement aux espoirs gouvernementaux, elle n'a pas redémarré.

En 2019, la surface mise en chantier avait atteint un sommet. En 2021, elle commença à baisser avant de s'effondrer en 2022, de 40 %. En novembre 2023, elle était encore en recul de 15 % par rapport à 2022 atteignant 40 % de ce qu'elle était fin 2019. Les ventes immobilières ont suivi la même trajectoire. Cependant, jusque-là, les prix immobiliers ne se sont pas effondrés. Dans le neuf, ils n'ont baissé que de 3 % en 2023. Selon la banque Nomura, les promoteurs en Chine n'auraient pour l'instant livré qu'environ 60 % des logements pré-vendus entre 2013 et 2020, nombre de chantiers étant suspendus. Entre l'effondrement des mises en chantier et ces suspensions, les promoteurs ont en fait réduit drastiquement la production. Ils tentent d'écouler leurs stocks à des prix relativement élevés. Si nombre de travailleurs migrants du bâtiment ont été mis au chômage et condamnés à retourner dans leur ville ou leur village d'origine, l'État central fait ce qu'il peut pour soutenir les promoteurs : il fait bénéficier les acheteurs déjà propriétaires des aides réservées aux primo-accédants, il maintient des taux d'intérêt très bas, il secourt les provinces incapables de rembourser leurs dettes immobilières.

La crise immobilière dure. Et elle est loin d'être finie. Elle a démarré quand Evergrande, le numéro un du secteur, s'est retrouvé il y a plus de deux ans dans l'incapacité de rembourser ses créanciers. Le groupe est toujours entre liquidation et restructuration, incapable d'acquiescer les termes de sa dette colossale de 328 milliards de dollars, laissant en plan travailleurs et sous-traitants, ainsi que ses clients pour qui l'achat d'un

YOUTUBE



À Kunming, dans la province du Yunnan, en 2021, les autorités ont démoli 15 gratte-ciel inachevés depuis plusieurs années et devenus inutilisables.

appartement est l'investissement de toutes leurs économies, leur assurance vieillesse, provoquant colère et manifestations. Les déboires d'Evergrande, ses défauts de paiement, les arrestations de ses cadres, la mise en résidence surveillée de son dirigeant, ex-millionnaire et ex-protégé du pouvoir à Pékin, ont fait la une de la presse internationale, mais la majorité des promoteurs immobiliers ont les mêmes difficultés. Un seul exemple : Country Garden, qui est devenu le plus gros promoteur immobilier après la chute d'Evergrande, s'est lui aussi retrouvé dans l'incapacité d'honorer ses dettes cet été et en octobre. Ses ventes ont chuté en octobre et novembre au sixième de ce qu'elles étaient en moyenne sur 2021 et 2022, les clients n'ayant guère confiance dans la capacité de l'entreprise à livrer ses commandes.

En Chine, contrairement aux pays impérialistes, c'est l'État qui domine la bourgeoisie, pas l'inverse. Nombre de grands patrons qui ont fait leur fortune sous la protection de l'État et dont les entreprises ont plongé

dans la crise ont littéralement disparu de la circulation ou ont été arrêtés. L'État chinois intervient aussi en soutenant ces entreprises par le biais de ses multiples sociétés et banques d'État, les SOE, State Owned Enterprise. Il s'agit principalement de sauver les intérêts des capitalistes, surtout chinois mais aussi occidentaux, qui peuvent être actionnaires des promoteurs ou qui ont prêté à ces promoteurs, en limitant les liquidations autant que faire se peut. Ainsi Gemdale Corp., dixième promoteur chinois, qui doit rembourser 1,4 milliard de dollars au cours des quatre prochains mois, a reçu le soutien de l'État au travers de plusieurs banques étatiques, qui se sont dites prêtes à lui prêter 1 milliard de dollars à la condition que Gemdale leur offre un centre commercial et un complexe de bureaux emblématiques de Pékin en garantie. Un autre, Vanke, a vu son principal actionnaire, une société étatique, mettre l'équivalent de plus d'un milliard d'euros sur la table pour qu'il puisse honorer ses dettes.

La crise s'est néanmoins pro-

pagée à la finance, en particulier la finance dite de l'ombre, celle des fonds privés qui interviennent dans l'économie sans appartenir aux circuits bancaires traditionnels et dont l'importance s'est considérablement développée avec la spéculation immobilière des années 2010. En juillet, des signes de difficultés sont apparus chez Zhongzhi Enterprise Group, l'un des principaux gestionnaires de patrimoine chinois, lorsque l'une de ses filiales a manqué à ses obligations de paiement pour des dizaines de produits d'investissement. Mi-septembre, deux sociétés publiques ont pris le contrôle de cette filiale mais fin novembre, Zhongzhi, la maison mère qui gère 128 milliards d'euros de patrimoine de ses clients, s'est déclarée « gravement insolvable » en raison de 60 milliards de dettes. Vendredi 5 janvier, elle a déclaré qu'elle n'avait « manifestement » pas la capacité de rembourser ses dettes, promettant de sérieuses pertes à ses riches clients et provoquant selon les mots des *Échos* « l'une des plus grandes faillites de l'histoire » de la Chine. La

CAPTURE D'ÉCRAN TWITTER



Devant le siège du géant de la finance déclaré en faillite, à Pékin.

crise de liquidité chez Zhongzhi existait en fait depuis plusieurs années mais ses filiales ont pu la couvrir en utilisant les avances des nouveaux clients pour payer les intérêts des investissements et les remboursements qu'elle devait aux anciens. Avec le ralentissement de l'économie chinoise et le plongeon de l'immobilier, de telles manipulations financières sont devenues de plus en plus difficiles et risquées.

Les capitalistes occidentaux manifestent leur inquiétude quant à l'avenir de l'immobilier chinois. Celui-ci pèse entre 25 % et 30 % de l'économie chinoise. En le classant parmi les « facteurs ayant une influence sur la croissance mondiale », le FMI affirme que la crise du secteur immobilier chinois « pourrait s'aggraver et avoir des répercussions à l'échelle mondiale, en particulier sur les pays exportateurs de produits de base. » Selon le FMI, la menace immobilière ne pèse pas tant directement sur les pays industrialisés, les États-Unis ou l'Europe, que sur les fournisseurs de matières premières qui ont profité pendant les années 2010 de la spéculation sur l'immobilier chinois. Les gros exportateurs d'hydrocarbures, pétrole, gaz, charbon, fer et autres matières premières vers la Chine, essentiellement

des pays africains ou australiens, ont vu le volume des commandes baisser.

Cependant, autre conséquence de la spéculation immobilière des années 2010, la dette chinoise est colossale. Rapportée au volume de la production annuelle du pays, la dette totale, publique et privée, est à peu près au même niveau que celle des États-Unis, mais la Chine n'a pas le pouvoir de faire tourner à volonté sa planche à billets comme les États-Unis l'ont avec le dollar. La Chine est même en tête du classement international en ce qui concerne la dette des entreprises privées non financières, avec une part estimée à 28 % du total mondial. Il reste bien difficile d'estimer les dégâts internationaux que provoquerait un effondrement des promoteurs immobiliers et de la finance qui les appuie.

LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE FACE À LA CRISE MONDIALE

Si la crise chinoise a des ressorts nationaux, elle est aggravée à la fois par le ralentissement mondial à l'œuvre depuis la sortie de la pandémie, la guerre en Ukraine, et par la guerre économique que les États-Unis livrent à cette puissance qu'ils estiment

dorénavant être leur concurrent stratégique.

C'est bien parce que la Chine reste le principal atelier du monde que ces facteurs ont un impact direct sur son activité. Le signe en est que depuis un an, les exportations et les importations y sont en recul. Depuis 2017, les sanctions américaines se sont multipliées. Elles consistent en des droits de douane frappant des milliers de produits chinois, des interdictions d'y exporter de la haute technologie, des interdictions d'en importer certains matériels, en concurrence avec les produits américains, comme ceux destinés à la 5G. Les tensions géopolitiques ont également poussé les importateurs américains à sécuriser leurs approvisionnements en trouvant d'autres pays fournisseurs, pour ne pas dépendre que de la Chine. Résultat : si depuis le printemps 2022, du fait de la crise mondiale et de la guerre en Ukraine, le total des importations américaines en provenance du monde entier a chuté de 5 %, celles en provenance de Chine ont chuté de 30 %, atteignant le niveau des années 2013, 2014. Cela signifie que les importateurs américains ont diversifié leurs sources d'approvisionnement. Ainsi, si les importations en provenance de Chine représentaient 19 % des importations américaines début 2022, elles n'en représentent plus au troisième trimestre 2023 que 14 %, une baisse qui a profité essentiellement au Mexique et aux pays de l'Union européenne.

Les États-Unis restent le premier client de la Chine, concentrant encore 17 % de ses exportations, puis viennent Hong-Kong (8,5 %), le Japon (4,9 %), la Corée du Sud et le Vietnam (entre 4 et 5 % chacun). Une partie des exportations chinoises concerne des pièces qui sont finalement assemblées ailleurs avant d'être vendues aux États-Unis et en Europe, échappant ainsi aux

droits de douane punitifs. C'est sans doute le cas d'une grande partie des exportations vers Hong-Kong et le Vietnam. Néanmoins, globalement, les exportations chinoises, après avoir connu un record fin 2021, ont enregistré leur premier repli depuis 2016, une perte d'environ 150 milliards de dollars, imputable aux exportations vers les États-Unis et vers les pays de l'ASEAN. Il n'y a que les exportations vers la Russie en guerre qui progressent.

Ces tendances ne peuvent qu'indiquer une régression de l'activité manufacturière et ne peuvent pas être sans conséquences pour la classe ouvrière chinoise. Le *China Labor Bulletin (CLB)*, édité en ligne depuis Hong-Kong par l'association éponyme, relaye les conflits qui opposent les travailleurs chinois à leurs patrons chinois ou étrangers. Depuis le mois de janvier 2023, CLB a estimé que le nombre de manifestations ouvrières et de grèves avait au moins doublé par rapport à 2022, une année pendant laquelle ces manifestations avaient beaucoup diminué en raison du confinement prolongé. Depuis le début de l'année 2023, les travailleurs ont réagi, mais toujours sur la défensive, face à des salaires impayés, des licenciements, des fermetures d'usines, conséquences de la réduction des commandes internationales et d'une économie intérieure en difficulté. Ces manifestations sont concentrées dans l'industrie manufacturière, l'électronique, le textile, les jouets et le secteur automobile. Face au marché en berne ou parce qu'elles réorganisent leurs sites industriels, bien des entreprises ont d'abord réduit le temps de travail, privant les salariés des heures supplémentaires qui seules leur permettent de gagner un salaire qui permette de vivre. Il s'agit souvent de pousser les travailleurs à partir d'eux-mêmes, pour qu'ils

fassent une croix sur leurs indemnités de licenciement, avant la fermeture de l'usine. Nombreuses sont les entreprises qui ont fermé en douce, en ne payant pas les salaires dus et/ou les indemnités légales, en déménageant les machines le week-end ou pendant les vacances. Dans tous les cas, les actions collectives se sont heurtées à la passivité ou à la complicité des autorités locales qui demandent aux travailleurs de se contenter du peu que l'entreprise leur laisse. Dans la construction, bien des travailleurs ne sont plus payés depuis des mois. CLB rapporte le récit sur les réseaux sociaux d'un travailleur migrant dans la province du Shaanxi : lui et ses collègues étaient sans salaire depuis 2021, après avoir travaillé sur un projet d'installation d'hydroélectricité piloté par le promoteur immobilier Country Garden.

Le nombre d'incidents au cours desquels la police est envoyée sur les lieux de grève et de manifestation a augmenté en proportion, à près du double de ceux recensés l'année précédente. L'État et le syndicat officiel jouent leur rôle de défenseur des intérêts des capitalistes chinois et étrangers, contre les travailleurs, pour leur faire accepter leur sort.

LES CONSÉQUENCES DE LA RÉORGANISATION DES CHAÎNES DE PRODUCTION

La crise immobilière et la crise industrielle en cours en Chine sont le reflet d'une situation de surproduction capitaliste, d'un appareil de production dont les capacités sont supérieures à ce que le marché est capable d'absorber. Les conséquences immédiates de cette crise vont aller dans le sens d'une aggravation de la surproduction. La consommation des Chinois ne peut qu'être amputée des revenus des tra-

vailleurs mis au chômage, dont le nombre bat des records, de ceux qui doivent continuer à payer un loyer parce que les travaux pour le logement qu'ils ont acheté, et sur lequel ils payent des traites, sont suspendus. Le repli de la consommation intérieure se mesure d'ailleurs aux rentrées de la taxe sur la consommation, des impôts sur les sociétés, les droits de douane sur les importations, que le gouvernement annonce en retrait de 7 à 12 % depuis le début de l'année, et à la tendance à la déflation, à la baisse des prix des marchandises, perceptible ces derniers mois.

Quant aux investissements, les chiffres avancés par le gouvernement montrent que l'investissement privé continue de se contracter et que c'est grâce aux investissements publics que l'investissement total continue de croître, mais à un rythme ralenti. Cet investissement est amputé du repli des investissements étrangers depuis 2022. « *Le temps de l'eldorado chinois semble bien loin* », écrivaient *Les Échos* le 19 septembre. Selon les derniers chiffres publiés par l'administration étatique des échanges extérieurs (la SAFE), un organisme chinois, le solde des investissements entrants en Chine (la différence entre les sommes que les entreprises étrangères investissent en Chine et celles qu'elles en sortent) a même été négatif au troisième trimestre 2023. Il s'établissait à - 12 milliards de dollars, leur niveau le plus bas depuis 1998, et négatif en raison du rapatriement des bénéfices réalisés par les entreprises étrangères implantées en Chine, en particulier les entreprises américaines – au détriment de leur réinvestissement dans le pays. C'est la manifestation de la prise en compte par les capitalistes des tensions géopolitiques grandissantes et du fait que les entreprises américaines cherchent à diversifier leurs chaînes d'ap-



Salon de l'emploi à Zhengzhou en septembre 2023 : des jeunes à la recherche d'un emploi.

provisionnement. Selon un commentaire d'un spécialiste¹, « les entreprises étrangères opérant en Chine refusent non seulement de réinvestir leurs bénéfices, mais – pour la toute première fois – elles vendent massivement à des entreprises chinoises leurs investissements et rapatrient les fonds. Ces sorties ont dépassé 100 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2023 et sont susceptibles de croître davantage si l'on en croit les tendances observées jusqu'à présent. »

Le renforcement des mesures protectionnistes en Europe va lui aussi aggraver la crise en Chine. La Commission européenne a lancé une enquête antisubventions contre les constructeurs automobiles chinois dont les prix des véhicules électriques sont de 25 % inférieurs à ceux de leurs concurrents européens. Il s'agit surtout de justifier une hausse des taxes sur les importations de véhicules électriques chinois, dont le taux en Europe n'est que de 10 % alors qu'il est aux États-Unis de 27,5 %. Or l'automobile est le principal secteur en expansion en Chine, mais c'est un secteur fortement

concurrentiel, avec plusieurs acteurs en guerre commerciale. Les mesures protectionnistes contre les producteurs chinois risquent de les freiner dans l'exportation de leurs véhicules et de les pousser à trouver des parades. Ainsi, selon la presse, pour contourner les tarifs douaniers, plusieurs constructeurs chinois envisagent d'implanter des usines de production au Mexique ou en Europe, pour des batteries, des moteurs, et même pour assembler des véhicules. De telles implantations aggraveraient sans aucun doute les tensions avec les trusts occidentaux et leurs gouvernements. L'automobile n'est pas le seul secteur visé par des mesures protectionnistes, l'Europe se préparant à copier les États-Unis dans les « technologies critiques et stratégiques » : l'intelligence artificielle, les technologies quantiques, les semi-conducteurs avancés et les biotechnologies.

L'État chinois répond au protectionnisme occidental par ses propres mesures protectionnistes, mais il n'est pas dans la même position. Certes, la Chine, qui extrait 58 % de la production mondiale et raffine 89 %

des terres rares indispensables aux batteries et à l'électronique, vient d'interdire l'exportation des technologies servant à les exploiter. Quand Huawei a sorti un nouveau smartphone haut de gamme, des agences et entreprises gouvernementales chinoises ont ordonné à leurs employés de ne pas utiliser dans un cadre professionnel les iPhone d'Apple et d'autres appareils de marque étrangère. Apple réalise 19 % de son chiffre d'affaires mondial en Chine... Mais malgré tout, la Chine est globalement en position subordonnée dans l'économie mondiale. Les États-Unis sont en mesure de changer de fournisseurs, l'Europe de faire naître des acteurs régionaux. La Chine n'est guère en mesure de changer de clients. Elle peut aider ses propres capitalistes à réorganiser leur chaîne de production, en faisant réaliser l'assemblage final au Vietnam ou en Inde, pour contourner les droits de douane punitifs imposés par les États-Unis. Elle peut aussi tenter d'écouler ses marchandises, par exemple ses automobiles, en menant la guerre commerciale, en baissant leurs prix sur le mar-

1 <https://www.piie.com/blogs/realtime-economics/foreign-direct-investment-exiting-china-new-data-show?>



Joe Biden et Xi Jinping à San Francisco, en novembre 2023.

ché mondial en proportion de la montée des droits de douane, ce que *Les Échos* du 23 septembre ont résumé par : « *Des industriels locaux, en difficulté chez eux, plus agressifs sur nos marchés* ». Ce à quoi les pays impérialistes pourront répondre par des taxes prohibitives ou plus simplement encore en interdisant les produits chinois, comme ce fut le cas pour les matériels de technologie 5G de Huawei.

Cette guerre commerciale lèse les intérêts d'un certain nombre de capitalistes occidentaux. Alors que les États-Unis préparent de nouvelles restrictions sur les semi-conducteurs d'origine chinoise ou à destination de la Chine, Gina Raimondo, secrétaire d'État au Commerce des États-Unis, a répondu à certaines critiques : « *Je sais qu'il y a dans le public des patrons d'entreprises de semi-conducteurs qui ne sont pas très contents, parce qu'ils perdent des revenus. Mais c'est la vie. La protection de notre sécurité nationale est plus importante que les revenus à court terme.* »

L'économie chinoise est donc

sous la pression des puissances impérialistes. C'est ce qui explique l'attitude de Xi Jinping ces derniers mois vis-à-vis des États-Unis en particulier. Mercredi 15 novembre, Xi Jinping et Joe Biden se sont rencontrés à San Francisco en Californie en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Apec). Comme cette rencontre était la première depuis un an dans le contexte de tensions que l'on connaît, la presse a voulu y voir un dégel des relations entre les deux pays. Si dégel il y a, il est en fait très relatif. Interrogé après la rencontre, Joe Biden a qualifié Xi Jinping de « dictateur » devant un Anthony Blinken atterré... Cela n'a pas empêché le gouvernement chinois de se féliciter d'avoir renoué le dialogue avec les États-Unis ni de saluer « *un nouveau départ des relations sino-américaines* ». En Chine même, le ton gouvernemental à l'égard des États-Unis, jusqu'ici martial et va-t-en guerre, a changé du tout au tout. Ainsi *Le Quotidien du peuple* a-t-il écrit : « *Quelle que soit l'évolution de la situation, la logique historique*

de coexistence pacifique entre la Chine et les États-Unis ne changera pas. » L'avenir dira combien de temps cette évolution du discours chinois durera. Le capitalisme chinois est aujourd'hui en position délicate et ses dirigeants font des démonstrations. Aussi, l'événement du sommet de l'Apec est-il sans doute plus à chercher dans le dîner de gala qu'a présidé Xi Jinping après sa rencontre avec Biden, auquel ont participé 300 grands patrons américains, qui ont payé jusqu'à 40 000 dollars pour dîner à ses côtés et que Xi Jinping a cherché à convaincre de revenir investir en Chine.

Il est bien difficile de prévoir comment à la longue réagira l'État chinois à cette pression croissante de l'impérialisme. Le fait que l'économie soit sous contrainte est un facteur d'aggravation de la lutte des capitalistes chinois contre les travailleurs, la perte des débouchés extérieurs peut accroître leur agressivité économique et politique. Le Vietnam voisin, objet des attentions des États-Unis, peut devenir l'enjeu de ces rivalités. En tout cas les États-Unis se préparent à toutes les issues. Cet été, Biden, après avoir déclaré que l'économie chinoise est une « *bombe à retardement* », une bombe que les États-Unis ont contribué à fabriquer, a ajouté que « *quand les personnes mauvaises ont des problèmes, elles font des mauvaises choses* », justifiant l'agressivité militaire de l'impérialisme américain envers son concurrent chinois, contre lequel il se prépare à la guerre.

8 janvier 2024



Des BRICS aux BRICS + : une alliance de bric et de broc

Depuis le 1^{er} janvier, cinq nouveaux membres (Iran, Égypte, Éthiopie, Arabie saoudite et Émirats arabes unis) ont rejoint le groupe des BRICS (acronyme pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), intégration annoncée en août dernier lors d'un sommet à Johannesburg en Afrique du Sud. Cette intégration allait, à en croire certains commentateurs, ébranler le monde et remettre en cause la domination des États-Unis, puisque les BRICS+, comme a été baptisé le groupe élargi au 1^{er} janvier, regroupent la moitié de la population du monde et produisent 25 % de son produit intérieur brut (PIB). Pour le journal *l'Humanité*, l'élargissement des BRICS n'était rien moins qu'un « pavé jeté dans l'ordre mondial »¹ !

La résolution finale du sommet annonçait presque un changement d'ère, appelant à mettre fin à l'hégémonie du dollar dans les échanges et la finance internationaux. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, affirmait que l'élargissement regroupait des pays « qui partagent le désir commun d'avoir un ordre mondial plus équilibré » ; le président chinois, Xi Jinping, déclarait : « Nous défendons ensemble notre droit au développement et nous marchons en tandem vers la modernisation. » Ce renouvellement des BRICS, très médiatisé, a suscité quelques discussions et des illusions chez certains travailleurs à la recherche de champions susceptibles de contrer la domination américaine.

Mais depuis ces déclarations fracassantes, la guerre au Moyen-Orient a mis en lumière les divergences entre membres de ce club fait de bric et de broc, de l'Inde alignée sur les positions américaines à l'Afrique du Sud pro-palestinienne ; et l'Argentine, après l'élection présidentielle qui a porté au pouvoir Javier Milei, a annoncé que le

pays n'adhérerait finalement pas au club et rejoignait le camp du dollar et des États-Unis. Le groupe apparaît de plus en plus nettement comme un outil pour la Chine, dont le PIB pèse pour 70 % de l'ensemble du groupe, et la Russie, qui présidera le prochain sommet, pour nouer des alliances face à l'aggravation de la pression impérialiste et en particulier américaine. Quant aux promesses de développement économique par la remise en cause de la dictature du dollar, elles ne sont rien d'autre que de la démagogie. En réalité, les BRICS sont une alliance de circonstance de pays qui prétendent faire front face à la domination américaine, mais ne forment ni un bloc politique ni un bloc économique.

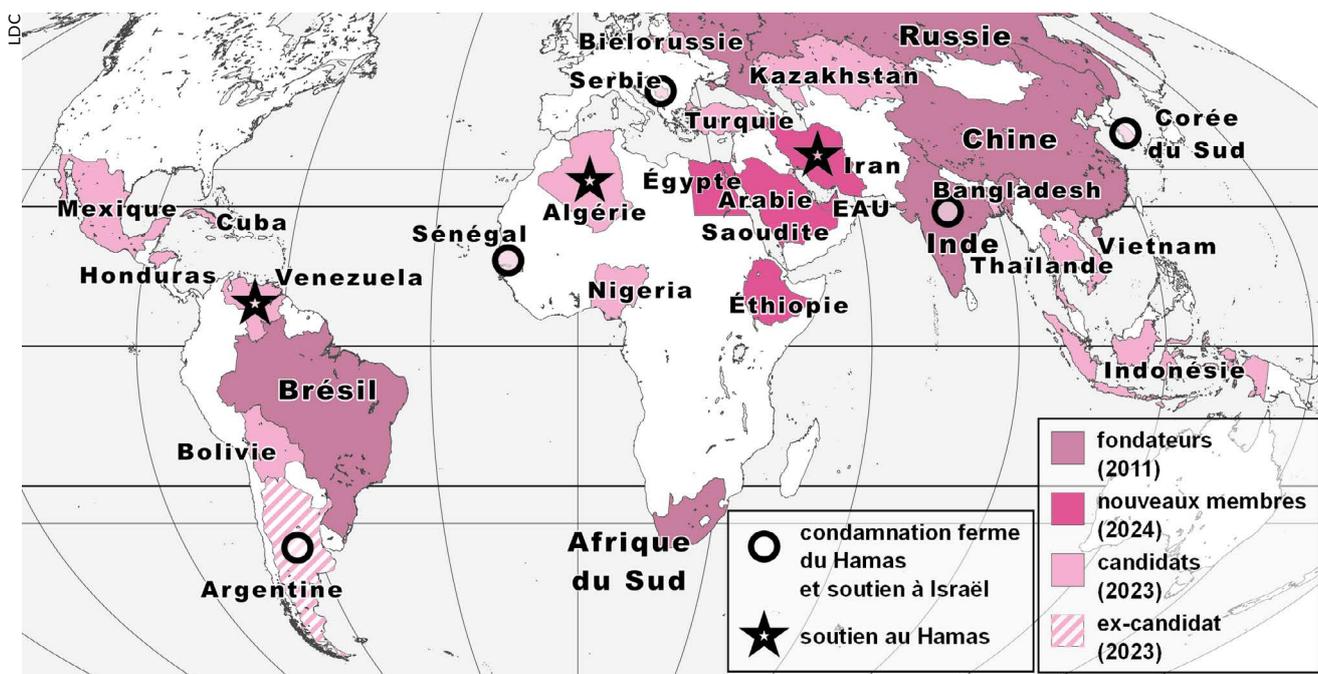
**MULTIPOLARITÉ,
OU ALIGNEMENT –
MOMENTANÉ PEUT-ÊTRE –
DERRIÈRE LA CHINE
ET LA RUSSIE ?**

Le groupe formé par les BRICS n'est pas une institution comme l'OTAN ou l'Union européenne,

mais un regroupement de pays créé au départ par les milieux financiers : en 2001, Jim O'Neill, alors un des dirigeants de la banque américaine Goldman Sachs et futur ministre britannique du Trésor, en faisait la publicité auprès des investisseurs. Il voyait dans le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine des marchés prometteurs, « émergents » dans le jargon économique. À cette époque, les institutions financières ont créé des « fonds BRICS » qui ont été rentables pendant quelques années, grâce à l'augmentation du cours des matières premières dans les années 2000. Plusieurs de ces pays affichaient une croissance rapide, voire spectaculaire, plus de 7% par an d'augmentation du PIB pour l'Inde, par exemple. Ils se sont saisis de l'acronyme, ont organisé une première réunion en 2006 et tiennent un sommet annuel depuis 2009. Avec l'incorporation de l'Afrique du Sud en 2010, l'acronyme est devenu BRICS.

Mais la crise financière de 2008 et la baisse du cours des matières premières ont mis un

1 <https://www.humanite.fr/monde/brics/les-brics-comme-un-pave-jete-dans-lordre-mondial-783778>



Les BRICS + : un assemblage disparate.

terme à cette décennie d'excédents budgétaires et financiers. Car si les économies des BRICS ne sont pas toutes similaires, un point commun entre eux – outre le fait que ce sont de grands pays, regroupant à eux cinq plus de 3,2 milliards d'habitants – est qu'ils sont de gros exportateurs de produits non manufacturés ou semi-manufacturés. À ce titre, ils constituent des sources d'importation importantes pour les pays impérialistes, mais leur économie est très dépendante des fluctuations des cours mondiaux des matières premières, raison pour laquelle on les qualifie parfois de « puissances pauvres ». Au Brésil, par exemple, près de la moitié des exportations en 2020 étaient constituées par des produits primaires, comme le soja, le pétrole, le sucre de canne. Avant le début de la guerre en Ukraine, les revenus de l'exploitation du pétrole et du gaz fournissaient 45 % du budget fédéral de la Russie. En 2021, l'activité minière constituait 8,7 % du PIB de l'Afrique du Sud, l'un des plus gros producteurs d'or et de platine au monde.

Au-delà de ce point commun, les pays membres historiques des BRICS n'occupent pas tous

la même place dans l'économie mondiale, loin de là. Le groupe est dominé par deux grandes puissances : la Chine et la Russie, qui tirent l'essentiel des bénéfices politiques de ce regroupement. Pour des raisons historiques différentes, ces deux pays ont pour point commun de disposer d'une certaine capacité de résistance à la tutelle économique et militaire impérialiste. Ils sont d'ailleurs tous deux considérés aujourd'hui par les États-Unis comme des rivaux et subissent une pression de plus en plus forte du camp impérialiste : par la guerre en Ukraine et les sanctions économiques pour la Russie, par l'offensive protectionniste des États-Unis suivis des pays européens contre les produits chinois pour la Chine. Ce qui leur permet de regrouper autour d'eux des États dont les relations sont aussi variées avec les États-Unis que le Brésil, l'Arabie saoudite ou l'Inde, c'est que la politique menée par les dirigeants américains et la crise historique du capitalisme mettent en difficulté les États de nombreux pays pauvres ou semi-développés, qui subissent de plein fouet les choix financiers, économiques et militaires des puissances impérialistes.

Mais les BRICS ne forment pas un bloc ; c'est un regroupement fragile entre des pays qui ont, comme d'ailleurs toutes les puissances de second ou de troisième rang, des problèmes similaires.

LE MIRAGE DE LA DÉDOLLARISATION

L'un d'entre eux est la dépendance financière à l'égard du dollar américain. Le dollar est utilisé pour 90 % des transactions quotidiennes sur le marché des changes et constitue 60 % des réserves de change mondiales. De fait, tous les pays du monde sont dépendants du cours du dollar. S'il baisse, les réserves de l'État chinois, indien, brésilien, perdent automatiquement de leur valeur. Si la banque centrale américaine augmente ses taux d'intérêt, elle aggrave les conditions d'endettement des pays plus pauvres. Une autre conséquence de la domination du dollar est que les États-Unis disposent d'une arme puissante pour punir un État qui leur résisterait : en interdisant les échanges en dollars sur un marché, ils ont les moyens de l'étouffer et d'imposer leur



La favela de la Rocinha, à Rio de Janeiro, au Brésil.

choix à tous les pays du monde, comme ils l'ont fait par exemple contre l'Iran.

Face à ce problème, les BRICS ont constitué un fonds de réserve qui doit leur permettre, en cas de crise financière, d'accéder à une aide financière d'urgence au lieu de demander un prêt au FMI, dominé par les États-Unis. Mais ce fonds de réserve est pour l'instant... en dollars. Les BRICS ont également créé, en 2012, la Nouvelle Banque de développement (NBD), qui se positionne auprès des pays pauvres comme une alternative au FMI et à la Banque mondiale; elle a ainsi accordé des prêts pour une valeur de 30 milliards de dollars depuis sa création, bien loin des 38 milliards d'euros prêtés sur la seule année 2023 par la seule BIRD, qui n'est qu'un des organismes prêteurs de la Banque mondiale. De plus, les deux tiers des prêts de la NBD sont en dollars et, pour se financer, la NBD doit elle-même emprunter sur les marchés internationaux en dollars!

Pour essayer de se dégager de la dépendance au dollar, les BRICS concluent également des accords bilatéraux pour privilégier l'usage de leurs monnaies nationales dans leurs échanges et ils ont même un vague projet

de nouvelle monnaie commune d'échange. Mais même si elle voyait le jour, ce qui très improbable, il y a fort peu de chances pour qu'elle rencontre du succès. Car pour qu'une monnaie soit utilisée par d'autres États que celui qui l'émet, il faut qu'elle inspire confiance, et cette confiance est fondée, en dernière analyse, sur la solidité de l'économie à laquelle elle est adossée. C'est la raison pour laquelle, depuis 1945, aucune monnaie n'a réussi à concurrencer sérieusement le dollar. Le yuan chinois reste marginal dans les échanges internationaux et les réserves des États: même si sa part a augmenté ces dernières années, il ne représente que 2,6% des réserves de change mondiales. Même l'euro, adossé à l'économie d'une des zones les plus riches du monde et qui représente 20% des réserves de change mondiales, n'a jamais réussi à concurrencer le dollar, avant tout parce que l'Union européenne n'est pas un État, mais une alliance économique entre États défendant des capitalistes rivaux.

Les BRICS ont également essayé de faire bloc dans les négociations commerciales menées à l'OMC (Organisation mondiale du commerce, arène où les pays

les plus puissants imposent aux plus faibles les règles du commerce international) pour s'opposer aux politiques protectionnistes des pays impérialistes, notamment des États-Unis. Parallèlement, la Chine poursuit sa politique de développement sur les marchés internationaux et, bien qu'ils restent encore très faibles, les échanges intra-BRICS se développent; c'est l'un des symptômes de ce qu'un rapport de l'OMC qualifiait récemment de fragmentation de l'économie mondiale. Celle-ci se traduit par une réorganisation des chaînes de valeur en fonction des proximités géographiques et politiques. Mais cette fragmentation est une conséquence de la grave crise économique du capitalisme qui conduit les pays impérialistes, et en particulier les États-Unis, à renforcer les mesures protectionnistes et à défendre leur marché national. Elle n'est pas le signe d'un nouveau souffle du capitalisme qui repartirait de pays historiquement sous-développés; encore une fois, la domination du dollar exprime une réalité incontournable qui est que les États-Unis continuent à dominer l'économie mondiale, au profit de leur bourgeoisie.

DES PAYS SEMI-DÉVELOPPÉS DANS UN ORDRE ÉCONOMIQUE DOMINÉ PAR LES PAYS IMPÉRIALISTES

Face à ce problème que rencontrent toutes les bourgeoisies des États dominés par l'impérialisme, les BRICS essaient de négocier leur place. Mais ils ne sont pas tous à égalité. La Chine qui dispose d'un appareil d'État et d'un appareil productif puissants heurte les intérêts américains; la Russie, héritière de l'économie de l'ex-URSS qui s'était développée en disposant d'un certain nombre de moyens pour se protéger du marché mondial capitaliste pendant 70

ans, n'a jamais complètement réintégré ce dernier, ce qui aurait entraîné une soumission et un effondrement économiques auquel le régime de Poutine, dans l'intérêt de la couche dirigeante du pays, n'a pas voulu céder. D'autres BRICS, comme l'Inde et le Brésil, tout en étant intégrés dans l'économie occidentale, essaient de jouer leur jeu en diversifiant leurs alliances et leurs marchés.

Le regroupement des BRICS rappelle le mouvement non aligné qui, à partir du milieu des années 1950 et jusqu'à la fin des années 1960, a regroupé des pays refusant de choisir entre le bloc occidental et le bloc soviétique. Les non-alignés ne formaient pas non plus un bloc économique, et bien qu'il ait regroupé de grands pays comme l'Inde et l'Égypte, ce mouvement n'a permis ni développement ni autonomie durable par rapport aux choix et aux intérêts des capitalistes des grands pays impérialistes. Il n'a pas non plus empêché le maintien de la tutelle impérialiste par tous les moyens, y compris militaires.

Les non-alignés pouvaient s'appuyer sur l'existence de l'URSS, autrement puissante que la Chine ou la Russie actuelle ; aujourd'hui, certains États, notamment en Afrique, pensent pouvoir s'appuyer sur ces deux États pour desserrer un peu l'étau américain ou français. Le dirigeant du Mali depuis le coup d'État de 2021, Assimi Goïta, assistant au sommet russo-africain de Saint-Petersbourg fin août 2023, y déclarait : « *Les pays des BRICS se hissent au premier rang de l'économie mondiale et constituent des réponses fiables pour le continent, sans contrepartie hypothéquant le développement de notre continent et l'épanouissement de nos populations.* »² En Algérie, le président Tebboune a fait miroiter pendant des mois une adhésion aux BRICS qui offrirait au pays

la possibilité de prêts et d'accords commerciaux miraculeux – l'Algérie n'a finalement pas été acceptée pour l'instant dans le groupe. L'Iran voit dans le rapprochement avec la Chine un moyen de limiter l'isolement que lui imposent les États-Unis.

Mais pour les populations de ces pays, ces tentatives de leurs dirigeants de gagner des marges de manœuvre par rapport à l'impérialisme, ou de mieux négocier avec lui, n'offrent aucune perspective. Remplacer les capitaux français par des capitaux russes ou chinois ne changera pas le fait principal : l'économie est organisée en fonction du profit de la classe capitaliste, petite ou grande, et les travailleurs n'obtiendront rien sans imposer que leurs intérêts passent avant ses profits. L'exemple de la Chine parle de lui-même : certes, l'économie chinoise s'est développée, et l'État chinois a les moyens de faire pièce à l'impérialisme sur certains marchés. Pour mettre fin à la dépendance unilatérale des industriels américains à l'égard de leurs sous-traitants chinois, l'État américain doit mobiliser des dizaines de milliards de dollars en finançant des relocalisations. Mais cet essor de l'économie chinoise s'est fait en imposant au prolétariat et à la paysannerie une exploitation forcée et n'a pas abouti à développer l'ensemble du pays, dont une grande partie reste rurale, sous-équipée, et misérable. La croissance du Brésil a certes atteint des niveaux élevés dans les années 2000, mais les travailleurs de Sao Paulo et de Rio vivent plus que jamais dans des bidonvilles ; les millionnaires de l'agro-business peuvent faire valoir leur soja sur le marché chinois, mais les paysans des régions amazoniennes n'ont toujours pas accès à des terres leur permettant de se nourrir. L'Afrique du Sud peut bien vendre le plus cher possible ses produits miniers, mais les ou-

vriers des mines de platine de Marikana se sont fait tirer dessus lorsqu'ils ont fait grève en 2012 pour des augmentations de salaire.

L'état de déliquescence du capitalisme mondial ne permet pas d'envisager le développement d'économies nationales. Et de toute façon, entre l'aspiration des riches et des États des pays semi-développés et les intérêts du prolétariat et des classes pauvres de ces mêmes pays, il n'y a pas plus de point commun qu'entre l'aspiration des capitalistes et les intérêts des travailleurs dans les pays impérialistes. L'objectif que partagent les classes privilégiées des pays des BRICS, comme de tous les pays de la planète, est d'accéder à une plus grande part des richesses créées par les travailleurs du monde. Pour cela, elles sont capables d'utiliser le légitime sentiment que l'impérialisme exploite et pille toute la planète pour faire accepter les sacrifices qu'elles imposent à leur propre population et au prolétariat de leur pays, sous prétexte de parvenir au développement. En Iran, par exemple, le blocus américain est abject et ses conséquences dramatiques pour la population ; mais pour le régime des mollahs, il sert de justification à la pauvreté et à la prévarication qui règnent dans le pays et à sa dictature contre toute la société.

Les illusions semées dans la population par les gouvernements des BRICS ou ceux qui aspirent à les rejoindre sont un piège : non seulement contourner la domination de l'impérialisme sur l'économie mondiale est illusoire, comme l'ont montré toutes les expériences passées, mais en plus, pour les travailleurs, il n'y a aucun lien direct entre l'augmentation du PIB du pays dans lequel ils vivent et l'amélioration de leurs propres conditions de travail et de vie.

2 <http://bamada.net/assimi-goita-a-saint-petersbourg-les-brics-constituent-un-reel-espoir>



Des représentants du Brésil (Lula), de la Chine (Xi Jinping), de l'Afrique du Sud (Ramaphosa), de l'Inde (Modi) et de la Russie (Lavrov) au sommet de Johannesburg.

UNE ALLIANCE FRAGILE

L'alliance entre les BRICS, et plus encore les BRICS +, est avant tout un regroupement opportuniste entre des pays qui ont infiniment plus de désaccords et de différences que de points communs. L'Inde et l'Arabie saoudite restent profondément liées aux États-Unis. Les tensions, y compris militaires, entre l'Inde et la Chine n'ont pas disparu depuis la formation des BRICS. Les réactions différenciées des pays se réclamant des BRICS face aux deux plus grosses crises militaires des deux dernières années, en Ukraine et au Moyen-Orient, le confirment : il n'y a là guère plus qu'un affichage et ce sont les intérêts nationaux de chacun de ces pays qui priment dans leurs relations avec l'impérialisme.

Dans la guerre en Ukraine, les BRICS ont eu une position globalement distanciée avec la politique américaine, certes avec des nuances. Lors du déclenchement de la guerre, le Brésil, à l'époque dirigé par Jair Bolsonaro, avait adopté une position de neutralité, position assumée par son successeur Lula qui, lors d'un voyage en Chine en avril 2023, a déclaré : « Les États-Unis doivent cesser d'encourager la guerre et commencer à parler de paix, l'Union européenne doit

commencer à parler de paix. » L'Afrique du Sud, officiellement non alignée, multiplie les signaux de soutien à la Russie et a même organisé des exercices navals communs avec l'armée russe en février 2023, ainsi qu'un sommet russo-africain en juillet 2023. L'Inde se réclame d'une « approche équilibrée », refusant de condamner l'invasion de l'Ukraine sans pour autant la soutenir, et elle importe massivement du pétrole russe, qu'elle revend d'ailleurs avec profit sur les marchés internationaux. Aucun de ces trois pays n'applique de sanctions économiques contre la Russie, pas plus que la Chine. Celle-ci, directement visée par l'impérialisme américain, conserve ses liens économiques et diplomatiques avec la Russie, tout en appelant à un règlement négocié du conflit. La Russie a donc particulièrement intérêt à la consolidation des liens entre les BRICS et à leur élargissement, et ce n'est pas un hasard si elle préside le groupe en 2024 et se prépare à en organiser le sommet à Kazan en octobre prochain.

Mais face à la reprise de la guerre au Moyen-Orient, les BRICS ont une attitude encore moins homogène que face à la guerre en Ukraine. L'Inde a un positionnement pro-israélien identique à celui des pays im-

périalistes, tandis que l'Afrique du Sud attribue toute la responsabilité de la situation à l'État d'Israël et dénonce un « génocide » à Gaza et que, sans surprise, l'Iran récemment intégré au groupe soutient le Hamas. L'Égypte et l'Arabie saoudite sont des appuis militaires américains dans la région et, même s'ils ne soutiennent pas explicitement Israël, ils ne peuvent pas prendre le risque d'une brouille réelle avec les États-Unis. Les pays membres des BRICS ont donc réagi chacun en fonction de ses impératifs immédiats, et absolument pas en tant que groupe. Ils n'ont même pas réussi à se mettre d'accord sur une déclaration commune lors d'un sommet organisé en urgence le 21 novembre 2023.

« UNIPOLAIRE » OU « MULTIPOLAIRE », UN MONDE BOURGEOIS À COMBATTRE

Alors, si l'histoire des conflits à venir n'est pas écrite, la puissance américaine peut compter sur de nombreux alliés en cas de crise grave, y compris parmi des États qui, comme l'Inde, peuvent se rapprocher, parfois et sur des sujets limités, de la Russie ou de la Chine. Les rapports de force économiques et les intérêts particuliers des classes dirigeantes de chacun des membres du groupe – y compris leurs intérêts de politique intérieure – seront bien plus déterminants que les déclarations d'intention lors de sommets médiatisés.

Il en sera de même dans l'attitude des pays des BRICS à l'égard des autres pays de la planète, en Afrique et au Maghreb en particulier. Dans certains pays pauvres, étranglés par l'impérialisme, attribuer du poids aux BRICS est une façon de se positionner en dehors du camp américain, et de faire croire à la population que des investisseurs chinois, russes ou brésiliens pourraient contribuer à

l'amélioration de la situation économique, voire permettre de se protéger contre les interventions militaires impérialistes, comme tentent de le faire les dirigeants de juntes d'Afrique de l'Ouest réclamant le départ des troupes françaises mais complaisantes vis-à-vis des milices Wagner. Ces politiques sont des pièges pour la population à qui l'on fait croire que la seule perspective possible est de naviguer entre tel ou tel protecteur parmi les grandes puissances du monde. La lutte contre la domination impérialiste ne peut pas se mener à l'échelle des pays dominés; une politique qui n'explique pas qu'aucun développement réel n'est possible tant que la bourgeoisie domine à l'échelle mondiale, dans les citadelles de l'impérialisme, repose sur un mensonge.

Du point de vue des populations de ces pays, et de ceux qui ont des illusions dans la possibilité d'échapper à la tutelle impérialiste, la prétendue multipolarité d'aujourd'hui n'apportera rien de plus que le non-ali-

gnement d'hier. Aucun pays, même vaste comme la Chine, n'a jamais réussi à sortir réellement des relations de dépendance forgées par l'impérialisme au cours de son développement. Pour le prolétariat des pays dominés par l'impérialisme, ce serait une grave erreur que de penser que l'alignement derrière la Russie ou la Chine peut les protéger de l'exploitation et leur ouvrir une perspective de développement, et encore moins de paix. Au contraire, même: les manœuvres et regroupements diplomatiques qui se multiplient ces derniers mois permettent aux grandes puissances de mettre en place et de tester leurs alliances, de compter les points, de nouer des accords, et l'activité de la Chine et de la Russie à travers les BRICS est un symptôme parmi bien d'autres de l'aggravation des tensions internationales et des risques de généralisation des conflits.

Contre le pillage impérialiste, contre les guerres que provoque la mise en coupe réglée

du monde par un groupe de grandes puissances, et contre l'exploitation en général, la seule perspective est de renouer avec la conscience que le prolétariat forme une classe internationale, que les travailleurs français et américains ont un combat commun à mener avec les prolétaires chinois, brésiliens, maliens. Un combat non pas pour des banques de développement ou de nouvelles monnaies internationales, ni pour des regroupements diplomatiques et militaires alternatifs à l'alignement derrière les États-Unis, mais pour l'expropriation de la bourgeoisie mondiale, celle des pays impérialistes qui porte la plus grande responsabilité dans le chaos mondial, mais aussi celle qui se pose en alternative à la première et promet le développement sans contestation du capitalisme. C'est la seule voie qui permette de construire un monde débarrassé de la pauvreté et des guerres provoquées par les soubresauts du capitalisme.

5 janvier 2024





Afrique du Sud: en 2024, des élections sans enjeu pour la classe ouvrière

Cet article est adapté de celui paru dans la revue *Class Struggle* (n° 120, hiver 2023) publiée en Grande-Bretagne par nos camarades du groupe Workers' Fight.

En Afrique du Sud, l'année 2024 sera marquée par les élections législatives, les sixièmes depuis la fin de l'apartheid, dans lesquelles le parti au pouvoir, l'ANC (Congrès national africain), obtiendra vraisemblablement de mauvais résultats.

Les sondages publiés fin novembre prédisent ainsi à l'ANC, le parti de Nelson Mandela, un score de 33 %, soit une chute de 50 % par rapport à son score moyen au cours des trente dernières années.

Jusqu'à présent l'ANC, allié au Parti communiste sud-africain et au Congrès des syndicats, a conservé sa majorité et donc le pouvoir sans être menacé par aucun autre parti politique. Cette majorité s'est néanmoins érodée, surtout depuis 2014, et elle pourrait être remise en question aujourd'hui.

En effet, l'image de l'ANC est désormais celle d'un parti corrompu, dirigé par des escrocs qui ont « capturé l'État » pour leur compte. Distribuant contrats et emplois publics selon leurs intérêts, ils ont laissé la pauvreté s'envoler et les services à la population s'effondrer, si bien que le dégoût à l'égard des politiciens et même de la politique s'est généralisé.

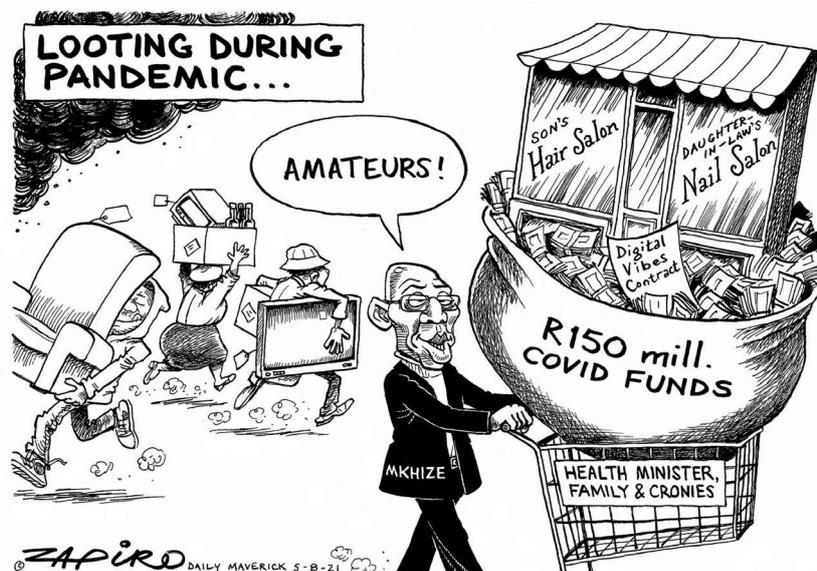
Une enquête, réalisée à l'été 2023 par l'Institut pour la justice et la réconciliation auprès de

2 000 Sud-Africains, indiquait que 79 % des personnes interrogées « se méfient des dirigeants nationaux »; 75 % pensaient que « la plupart des hommes politiques n'ont pas la volonté réelle de lutter contre la corruption » et 80 % « que les fonctionnaires corrompus s'en tirent souvent à bon compte ». Certes, 70 % ont exprimé leur intention d'aller voter aux prochaines élections législatives, mais 47 % « ne se sentent pas suffisamment qualifiés pour participer à la vie politique ». Quelle que soit la valeur d'un tel sondage, une abstention plus élevée que jamais en 2024

paraît très probable.

En fait, l'abstention n'est pas un phénomène nouveau en Afrique du Sud, même si le droit de vote y a été conquis au prix de durs combats et de nombreux morts. Le caractère répugnant de la « démocratie » née au lendemain de la chute de l'apartheid a brisé l'essentiel des illusions qui avaient accompagné ces luttes.

En 2014 et 2019, le vote en faveur de l'ANC était déjà en chute libre. En 2014, le parti était sous la direction du président Jacob Zuma, alors accusé de viol et déjà condamné pour détour-



« Pillages pendant la pandémie ». Dans son caddie, Zweli Mkhize, alors ministre de la Santé, a détourné 150 millions de rands (9 millions d'euros environ) pour sa famille et ses protégés. Dessin publié le 5 août 2021.

nement de fonds publics¹. Aux législatives de 2014, à l'étonnement de certains, le parti obtint quand même 65,9 % des voix, sur la base d'un taux de participation de 73,5 %. Mais en 2019 l'ANC n'était plus qu'à 57,5 % des voix. Et, lors des élections locales de novembre 2021, il est passé pour la première fois sous la barre des 50 %, avec 47,52 % des voix. Moins d'un électeur inscrit sur trois avait pris la peine de se déplacer.

**DERRIÈRE
LE DÉSENCHANTEMENT
ÉLECTORAL,
LE DÉSASTRE SOCIAL**

Pour le commun des mortels, il est tout à fait incroyable que le président Cyril Ramaphosa ait pu en août 2023 organiser un somptueux sommet des BRICS et prétendre faire partie des «grands», aux côtés de la Russie et de la Chine, alors que la situation sociale et économique du pays est si désastreuse.

Sur 62 millions d'habitants recensés en 2022, 18,2 millions, soit près d'un tiers, vivaient dans la pauvreté absolue, et près des deux tiers vivaient sous le seuil de pauvreté, fixé à seulement 50 euros par mois.

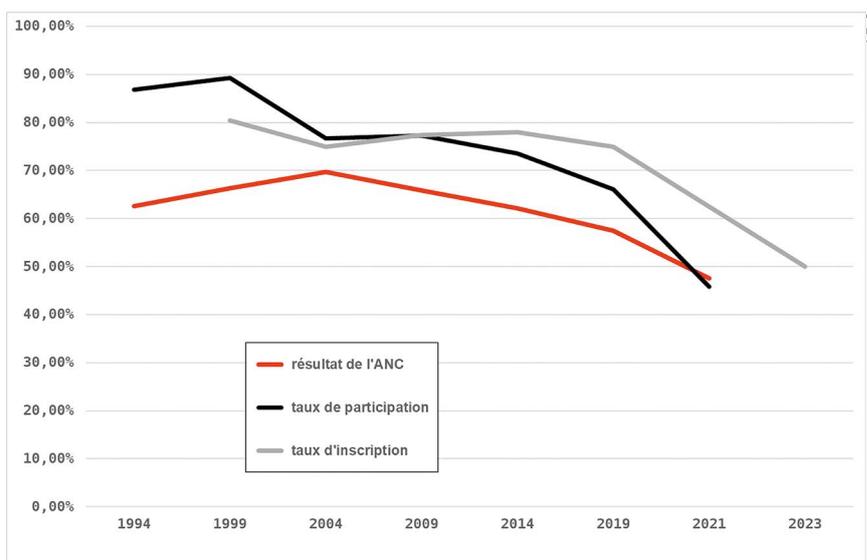
C'est pourquoi même la dérisoire allocation de 350 rands par mois (même pas 20 euros !) mise en place pendant la pandémie pour répondre à la « détresse sociale » des plus pauvres fait une telle différence pour ceux qui la touchent, qui restent reconnaissants au gouvernement ANC de l'avoir introduite.

Avec des prix alimentaires presque équivalents à ceux des supermarchés d'Europe de l'Ouest et une inflation de 6%, il est heureux qu'il y ait au moins quelques points de vente dans les townships² où l'on peut trouver de la nourriture moins



JEROME DELAY / AP PHOTO

Des partisans de l'ANC protestent lors d'un rassemblement électoral, le 29 octobre 2021, à Sebokeng, township au sud de Johannesburg. Sur leurs banderoles : «3 ans sans électricité, pas de vote», «20 ans de démocratie mais encore aucun titre de propriété», «Ne votez pas»...



Depuis le premier vote des Noirs en 1994, la désillusion électorale.

chère. Mais il n'existe pas de magasins subventionnés par l'État, contrairement à ce qui se fait en Inde par exemple. Les pauvres ne survivent qu'en partageant le peu qu'ils ont avec d'autres, et en se joignant aux mendiants sur les carrefours. Surtout, il n'y a pas d'emploi. Des emplois sont supprimés tous les jours, en particulier dans l'industrie minière, dont les activités après la pandémie n'ont repris que très inégalement. Le secteur reste affecté par les problèmes dé-

sastreux d'approvisionnement énergétique, et par la baisse de la demande de pots catalytiques, et donc de platine, liée au passage de l'industrie automobile à la voiture électrique. Selon les chiffres de la Banque mondiale, le taux de chômage des adultes est de 32,6% et celui des jeunes atteint 64%. C'est la raison pour laquelle les vols à main armée se multiplient. De nos jours, un job auprès des gangsters, surtout dans les grandes villes, est parfois le seul « emploi » proposé.

1 La justice le considère aujourd'hui comme « trop malade » pour purger sa peine en prison.

2 Les townships étaient, sous l'apartheid, les bidonvilles où logeaient les travailleurs noirs. Ces zones souvent immenses, surpeuplées et sous-équipées, n'ont pas disparu avec l'apartheid (note LDC).

Le niveau culturel et éducatif est également en baisse, selon les statistiques officielles elles-mêmes. Dans les provinces les plus pauvres, Mpumalanga et Limpopo, respectivement 11,7% et 14,1% de la population n'a jamais été scolarisée. Sur l'ensemble de la population sud-africaine, 1% n'a pas été scolarisée et l'analphabétisme s'élève à 6,9%. Selon le recensement de 2022, un peu moins de 60% de la population a accès à de l'eau potable à l'intérieur de son domicile. Cependant, étant donné les coupures répétées dans l'approvisionnement du fait des ruptures de canalisations, des pompes en panne, de la sécheresse et de la pollution, les robinets sont bien souvent à sec.

INFRASTRUCTURES : DÉCRÉPITUDE À TOUS LES ÉTAGES

Les coupures d'électricité, dues à ce que l'on appelle par euphémisme les délestages, sont devenues une réalité quotidienne pour la population, privée de courant pendant 6 à 12 heures sur 24, voire des journées entières. Peu de régions échappent à ces coupures programmées, car la capacité de production d'électricité n'a jamais été suffisante pour répondre à la demande nationale. De plus, les travaux de maintenance sont insuffisants, voire inexistant, le matériel, les câbles en particulier, est régulièrement volé, avec pour conséquence des accidents parfois mortels.

De ce fait, ménages et entreprises doivent attendre leur tour chaque jour pour obtenir leur petite ration d'électricité. Ceux qui en ont les moyens sont obligés d'utiliser des générateurs fonctionnant au diesel ou des panneaux solaires, beaucoup plus coûteux.

Au cours des deux dernières



REUTERS / SIPHIWE SIBEKO

Dans une épicerie de Soweto, à Johannesburg, privée d'électricité, le 20 avril 2022.

années, les coupures d'électricité se sont multipliées, et la Banque mondiale estime qu'elles coûtent à l'économie 6 à 15% de son PIB (produit intérieur brut).

On l'a dit, c'est parfois l'approvisionnement en eau qui est coupé, y compris dans la capitale commerciale du pays, Johannesburg, et même dans ses riches banlieues. Johannesburg était autrefois connue sous le nom d'Egoli, la Cité de l'or. Mais l'Afrique du Sud n'est plus numéro un de la production d'or : elle est tombée à la huitième place d'un classement dominé par la Chine, l'Australie et la Russie.

Les Sud-Africains ne disposent ni d'un service postal ni d'un système de transport public. Il existe un réseau privé de taxis-minibus, dirigé par des mafieux : se livrant à de violentes guerres de territoire, ils font exploser les gares et brûlent les rares bus publics pour tenter d'éliminer la concurrence...

Les chemins de fer ont été systématiquement vandalisés, leurs câbles et leurs rails pillés, au point que le fret ne circule plus d'un bout à l'autre du pays. Les routes sont défoncées par les poids lourds transportant du minerai métallique, qui restent bloqués dans de longs

embouteillages sur le chemin des ports, et les nids-de-poule ne cessent de s'agrandir, multipliant les risques d'accidents. En l'absence d'électricité, les feux de signalisation ne fonctionnent évidemment pas, ce qui aggrave encore le chaos. Les routes ne sont plus réparées, car les municipalités dysfonctionnent, en proie à d'interminables rivalités politiques qui se terminent souvent par des meurtres.

Quoique superficiel, le ravalement opéré à l'occasion du sommet des BRICS dans la ville de Sandton a montré qu'il était possible de faire quelque chose pour remédier à cette situation dramatique. Les routes menant à l'aéroport international de Johannesburg ont été refaites et l'électricité a été rétablie pour l'occasion. C'est à Sandton, riche banlieue nord de Johannesburg, que la plupart des entreprises ont désormais leur siège social. Quant à l'ancien cœur de la ville de Johannesburg, il est désormais à l'abandon et ses solides bâtiments Art déco, ses grandes tours, sont aujourd'hui occupés par des sans-abri.

Le 31 août 2023 à Johannesburg, un incendie dans un bâtiment public abandonné du quartier de Marshallstown a tué 77 personnes, dont de nombreux travailleurs immigrés, et en a blessé 88 autres. Ce bâ-

timent avait été le siège du Département des affaires non européennes, l'organisme chargé sous l'apartheid de l'application des lois sur les laissez-passer³. En 2019, le bâtiment vide avait été occupé par des sans-abri. Mais, même à cette époque, il était géré comme une entreprise lucrative par des gangsters, qui l'avaient cloisonné et avaient installé des barrières verrouillées. Aussi, lorsque l'incendie s'est déclaré, les résidents sont-ils restés bloqués à l'intérieur.

Malgré l'état de délabrement de Johannesburg, jadis carrefour commercial relativement aisé, « Jo'burg » reste un terminus de transport pour les taxis, les bus et les rares trains, qui partent encore de Park Station. Mais même ce quartier a littéralement explosé : le 19 juillet 2023, une fuite de méthane dans des canalisations situées sous la rue Lillian Ngoyi a provoqué une énorme explosion qui a propulsé taxis et voitures dans les airs, heureusement sans faire de victimes. Cela illustre l'absence totale d'entretien des infrastructures essentielles. Quatre mois plus tard, l'énorme cavité dans la route était toujours là. Selon la municipalité, elle pourrait être réparée d'ici 2025.

LA CATASTROPHE D'IMPLATS ET LES DIFFICULTÉS DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Qu'en est-il de l'industrie minière, censée être la colonne vertébrale de l'économie sud-africaine ? Là aussi, la situation se dégrade. Si le secteur continue à produire des profits pour les actionnaires, c'est au prix d'une détérioration considérable des emplois et des conditions de travail. Sur le site web de la société minière Implats on peut lire : « *Le lundi 27 novembre 2023, 86 employés*



FELIX DLANGAVANDLA

Sortie du travail des mineurs d'Impala Platinum à Rustenburg, où s'est produit l'accident du 27 novembre dernier.

ont été victimes d'un accident de câble de treuil au puits 11 du site d'Impala Rustenburg. Tragiquement, 13 de nos collègues ont perdu la vie. Cet accident marque le jour le plus sombre de l'histoire d'Implats. »

À l'heure où nous écrivons ces lignes, 50 mineurs blessés sont toujours à l'hôpital et 8 en soins intensifs. La mine d'Impala est l'une des plus grandes, des plus profondes et des plus anciennes mines de platine du pays. Apparemment, le câble s'est rompu – la direction parle d'une défaillance mécanique – et la cabine a plongé de 200 mètres dans ce puits de 1 000 mètres de profondeur. C'est le pire cauchemar d'un mineur. La chasse aux dépenses systématique menée par l'entreprise a conduit à une diminution des opérations de maintenance. Le 7 novembre, trois semaines avant la catastrophe, les patrons d'Implats, qui avaient déjà mis en place un plan de licenciements, annonçaient des suppressions de postes supplémentaires. Le prétexte invoqué était une « réduction drastique des prix des métaux ». Mais si le prix du palladium a chuté de 40 % en 2023,

celui du platine n'a baissé que de 14 %.

Au cours des deux dernières années, les revenus générés par la production de platine ont diminué de moitié. Cela s'explique en partie, comme mentionné plus haut, par le passage aux voitures électriques, qui a réduit la demande de pots catalytiques. Le secteur minier dans son ensemble continue toutefois d'employer 500 000 personnes, dont 200 000 dans le secteur du platine.

La mécanisation, par exemple au sein d'Amplats, filiale de l'entreprise Anglo American, a entraîné des coupes claires dans les effectifs. Toutefois, les machines nécessitant une alimentation électrique fiable, cette tendance a été interrompue par la défaillance des générateurs d'électricité du pays. La poursuite des investissements, par exemple dans les usines de raffinage et de traitement des minerais, s'est donc arrêtée.

Une autre multinationale minière, Sibanye-Stillwater, qui a repris à Lonmin ses mines de Marikana et à Anglo American

³ Sous l'apartheid, les Noirs n'étaient pas autorisés à se déplacer sans un laissez-passer : sans cette pièce d'identité obligatoire, on risquait l'arrestation et la prison.

ses activités nécessitant le plus de main-d'œuvre, a lancé une procédure dite « article 189 », exigée par le droit du travail sud-africain lorsque des compressions d'effectifs sont en vue. Cette procédure lui permettra de supprimer jusqu'à 4 000 emplois dans les mines de platine de Kroondal, Marikana et Rustenburg. Son PDG a admis que chaque emploi de mineur fait vivre jusqu'à dix personnes et que « *les licenciements auront donc un profond impact social et économique* ». Mais qu'à cela ne tienne, les profits doivent passer en premier.

Ces dernières années, Sibanye a également licencié des milliers de travailleurs dans le secteur de l'or, principalement en raison de l'épuisement des réserves. De nombreuses mines d'or ont été fermées. Mais le désespoir des chômeurs a conduit à la réouverture d'anciens puits par des mineurs illégaux, appelés zama-zamas, qui espèrent trouver suffisamment d'or à vendre sur le marché noir pour se faire un salaire. Ils peuvent passer des jours voire des se-

maines sous terre, afin d'échapper à la police. Leur travail extrêmement dangereux est souvent rendu mortel par la police et les gangsters – parfois les mêmes – qui bétonnent l'entrée des mines, voire y déversent de l'eau pour les débusquer. Certains sont piégés sous terre par des éboulements et ne sont secourus qu'à contrecœur par les autorités. Aujourd'hui, de nombreux cadavres gisent dans les tunnels désaffectés des mines d'or du Witwatersrand et des récifs aurifères du Free State.

PROTESTATIONS OUVRIÈRES ET RIVALITÉS SYNDICALES

Malgré ce contexte sinistre, ces derniers mois ont vu nombre d'ouvriers relever la tête. Ici ou là des travailleurs sont restés au fond de leur mine, refusant de remonter tant que leurs revendications sur les hausses de salaire ou contre les plans de licenciements ne seraient pas satisfaites. Ainsi, à la mine de Bakubung (propriété de Weiszwe Platinum), le 9 décembre

2023, 200 mineurs se sont mis en grève pour des augmentations de salaire et des congés maternité. Non, les luttes ne sont pas mortes, au moins chez les mineurs!

Le problème vient d'ailleurs. Dans le secteur minier, la rivalité mortelle entre le vieux syndicat NUM (National Union of Mineworkers), fidèle au gouvernement, et l'AMCU (Association of Mineworkers and Construction Union), qui a scissionné du NUM en 1998, reste malheureusement d'actualité. Cette rivalité a donné lieu à des affrontements menés par des responsables syndicaux, au cours desquels des mineurs ont perdu la vie.

Il faut se souvenir que le président actuel, Cyril Ramaphosa, faisait partie de la direction de la mine de platine détenue par Lonmin à Marikana en août 2012, et qu'il a alors personnellement donné le feu vert à la police pour ouvrir le feu sur les travailleurs qui revendiquaient, hors du cadre syndical, des hausses de salaire. L'affron-



Quatre ans après le massacre de Marikana, rassemblement de mineurs, le 16 août 2016, sur la colline où leurs camarades furent tués.

tement fit 34 victimes chez les mineurs. À l'époque, les responsables du NUM avaient justifié la décision de déloger les grévistes par la force, défendant leurs plates-bandes contre la concurrence de l'AMCU. Il y a donc un passif explosif dans le monde des syndicats de mineurs.

L'un des rassemblements récents, à la mine Modder Gold One, à Springs, s'est transformé en ce que des journalistes ont qualifié de « prise d'otages » : environ 400 mineurs, dont des membres du NUM, auraient été « détenus » sous terre pendant quatre jours par des responsables de l'AMCU. Mais une autre version des faits circule : les mineurs auraient juste été « convaincus », de façon plus ou moins forcée, de ne pas remonter à la surface et de ne pas se désolidariser de l'action de grève contre la direction, dans un geste de solidarité obligée... Des articles ont raconté que des cadres blancs auraient été emmenés de force au fond, puis déshabillés et battus. Mais rien n'est vérifié.

Apparemment, les responsables syndicaux ont utilisé de nombreuses occupations de mines de platine et d'or pour contraindre les directions à reconnaître un syndicat contre l'autre, lors de négociations. Pour les bureaucrates syndicaux, il y a beaucoup à gagner dans ces manœuvres, en termes de pots-de-vin et d'à-côtés divers. Ces actions syndicales puent donc la corruption. C'est un symptôme bien triste de dégénérescence politique du mouvement syndical.

La corruption caractérise également le fonctionnement du NUMSA (National Union of Metalworkers of South Africa), le syndicat de la métallurgie. Sous la direction d'Irvin Jim, ce syndicat a joué un rôle moteur et au départ progressiste parmi les travailleurs, notamment après le massacre de Marikana. Mais lui aussi s'est complètement dé-

lité dans un contexte de virulentes luttes intestines. Il ne faut pas s'en étonner : ce syndicat était dirigé par des permanents bien payés, disposant de véhicule de fonction, etc. Et cela n'a été possible qu'avec un financement extérieur provenant de sources douteuses.

Cette corruption systématique a sapé l'esprit de révolte qui avait ressurgi il y a quelques années, même si l'histoire n'est pas terminée. Si le vent de la révolte se remet à souffler, il faudra que la reconstruction vienne « d'en bas ». C'est tout à fait possible, car il existe encore suffisamment de militants politisés, au sein de la classe ouvrière ou hors d'elle, pour œuvrer en ce sens.

LE CAPITALISME SUD-AFRICAIN, EXCEPTION QUI CONFIRME LA RÈGLE

Dans un tel contexte, que penser de la prochaine élection, c'est-à-dire de la « démocratie » sud-africaine ? Depuis la première élection à laquelle les Noirs ont pu participer, en 1994, l'Afrique du Sud est considérée comme une exception parmi les pays anciennement colonisés. Dans les pays du tiers-monde, aucune démocratie pratiquant le multipartisme n'existe réellement, faute de base sociale pour cela. L'Afrique du Sud étant plus riche que les autres anciennes colonies, elle était au départ perçue comme plus capable que d'autres de se doter d'une classe moyenne suffisamment importante pour servir d'assise à un gouvernement stable.

Contrairement à bien des anciennes colonies, l'Afrique du Sud a fourni des superprofits aux multinationales, mais également à sa propre bourgeoisie compradore : les Oppenheimer, De Beer, Anton Rupert... Cela a duré pendant les 50 ans du régime d'apartheid, et même tout un siècle si l'on compte les

régimes racistes de ses prédécesseurs britanniques.

L'Afrique du Sud était l'économie subsaharienne la plus forte et la plus riche. Sur la base de son système d'apartheid, de l'exploitation d'une main-d'œuvre très bon marché et de la richesse de ses ressources naturelles, elle a connu un développement inégalé sur tout le continent de la fin des années 1950 au début des années 1970.

Après l'abolition de l'apartheid en 1989 et l'installation d'un gouvernement noir sous la direction de Nelson Mandela en 1994, les puissances impérialistes ainsi bien sûr que la nouvelle classe dominante noire (qui s'est saisie du pouvoir presque sans heurts), sont parties du principe que les choses allaient continuer ainsi. Mais cela ne fut pas le cas, et cela n'était pas possible, pour des raisons évidentes : la classe ouvrière noire n'était guère disposée à accepter de continuer de servir de force de travail quasiment réduite en esclavage sous le talon de fer de la bourgeoisie blanche. Cette évolution menaçait directement la situation spéciale dont bénéficiait le capital sud-africain. Autrement dit, il fallait à ce dernier écraser les travailleurs sous un talon de fer « non raciste ». C'est précisément ce qu'il a essayé de faire, et pour partie ce à quoi il est arrivé.

LE PLUS CHANCELANT DES BRICS

Aucune ancienne colonie n'a été en mesure de constituer une classe moyenne suffisamment large et riche, et une classe ouvrière assez stable et bien nourrie, pour prétendre égaler les pays riches d'Amérique du Nord et d'Europe membres du G7 : ni l'Inde, ni le Brésil, ni l'Afrique du Sud. La Chine et la Russie non plus, pour des raisons différentes. Aujourd'hui, l'appartenance de l'Afrique

du Sud au regroupement des BRICS ne l'empêche pas d'être un pays à part, qui reste l'un des plus inégalitaires au monde. Si elle demeure plus riche que les autres pays africains, cela s'est fait par un retour en arrière, par la surexploitation d'une large partie de sa classe ouvrière, par la destruction des « solides » organisations syndicales que celle-ci s'était données, ainsi que le montrent les exemples des mines évoqués plus haut.

Aujourd'hui, les Blancs, qui constituent une minorité légèrement plus faible qu'à l'époque de l'apartheid, continuent d'occuper les rangs de la haute bourgeoisie et possèdent la plus grande partie des richesses du pays. La bourgeoisie noire, dont l'émergence a été favorisée entre 1994 et 2005 par la politique de discrimination positive intitulée Black Economic Empowerment (BEE), a vu ses effectifs reculer. Mais dans ses rangs on trouve encore des individus qui maintiennent leur prospérité en « redéployant » des fonds publics vers leurs propres poches. L'homme le plus riche du pays n'est plus Cyril Ramaphosa mais son beau-frère Patrick Motsepe, milliardaire propriétaire d'un conglomérat minier.

Quant à Ramaphosa, il fait actuellement l'objet d'une enquête à la suite de la découverte chez

lui d'une somme équivalant à plusieurs millions de dollars, cachée dans un canapé...

LA PROCHAINE ÉLECTION : UNE VOIE SANS ISSUE POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

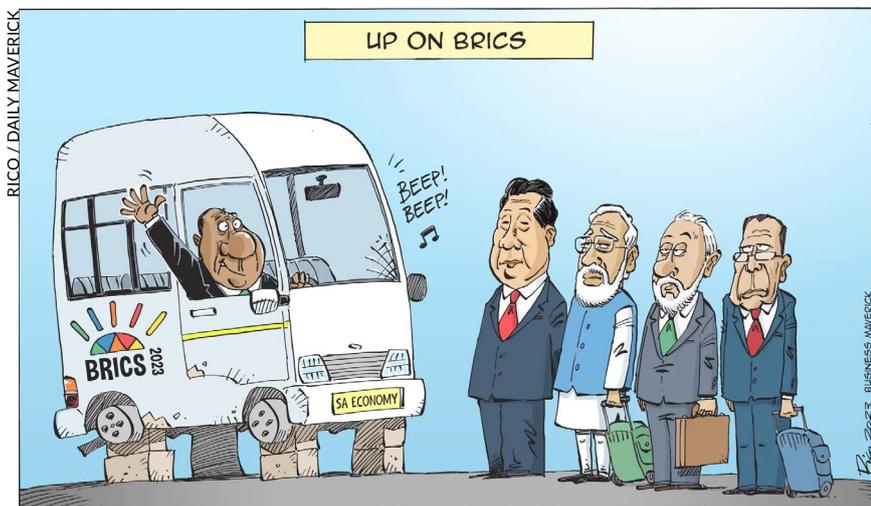
Quelle est la situation de la classe ouvrière à la veille de ces élections générales ? Le déclin économique et la fragmentation de ses organisations laissent sans représentation politique. Elle n'a aucun parti pour lequel voter. Le paysage politique regorge de nouveaux partis. Un arrêt de la Cour constitutionnelle a favorisé leur émergence, en empêchant le président de faire passer de 1 000 à 11 000 le nombre de signatures à collecter pour se présenter en tant que parti ou en tant que candidat isolé.

Parmi les nouveaux venus, on trouve un mouvement politique baptisé South Africa Change Now (Changer l'Afrique du Sud maintenant), lancé par Roger Jardine, ancien responsable du groupe bancaire FirstRand. Cet individu a d'ores et déjà gagné le soutien de personnes importantes. Il a déjà un axe politique : « *Il nous faut redresser le bilan de l'entreprise Afrique du Sud SA !* » La bourgeoisie entend déboulonner l'ANC, dont le bilan au pouvoir est catastrophique

et qu'elle considère comme incapable de garantir un approvisionnement stable en électricité.

Democratic Alliance (Alliance démocratique), parti libéral blanc et principal parti d'opposition, essaie à nouveau de battre l'ANC, en s'alliant cette fois à huit autres partis, dont la plupart sont représentés au Parlement. Cette coalition ne promet rien de bon pour la classe ouvrière.

Et puis il y a les déçus de l'ANC, ces ex-piliers qui constituent désormais une menace pour celui-ci, tel Mavuso Msimang. Haut placé dans l'ANC pendant près de 60 ans, vice-président de la ligue des vétérans de l'ANC, Msimang a publié une lettre de démission fracassante début décembre 2023, protestant contre la possible sélection comme candidats de l'ANC d'individus du calibre de Jacob Zuma et de figures de la corruption dont la fortune a été bâtie sur l'accaparement des biens publics. Dès qu'il a reçu l'assurance que ce ne serait pas le cas, il est rentré dans le rang... mais il ne pouvait plus retirer sa lettre de démission ! Celle-ci contient des perles particulièrement croustillantes, y compris pour un lecteur européen : « *Comment se fait-il que les eaux usées soient déversées dans le fleuve uMngeni puis dans la mer, polluant les plages d'eThekweni ?* » ; « *Ces bourgeois laissent de côté les plus faibles, qui meurent avant même qu'une ambulance vienne les chercher ou dans les couloirs surpeuplés des hôpitaux publics sous-financés.* » Il y dénonce également la décision des autorités de santé de la région du Gauteng « *d'envoyer des personnes âgées fragiles et très vulnérables dans des lieux sous-équipés, mal préparés et mal financés, gérés par des ONG incompetentes, ce qui a entraîné la mort d'environ 160 personnes.* » Il en conclut que la chute de popularité de l'ANC est liée à « *sa très grande tolérance vis-à-vis de la corruption [...]*



Lors du sommet des BRICS en Afrique du Sud, le président Ramaphosa a eu du mal à cacher la misère... Dessin publié le 23 août 2023.

et à des services publics déplorable». Il est possible que les pauvres et les très pauvres aient fait montre d'une très grande tolérance vis-à-vis de l'ANC en lui donnant leurs voix pendant 30 ans. Mais on peut en dire autant de Msimang.

RETOUR VERS LE FUTUR ?

Même si l'ANC obtient un mauvais résultat aux élections, il arrivera en tête et il est probable qu'il sera tout de même en mesure de former un gouvernement. Au pire, il formera une coalition avec un autre parti, et les candidats ne manqueront sûrement pas.

D'après les sondages, la coalition menée par Democratic Alliance regrouperait 31 % des suffrages. En troisième position, les Economic Freedom

Fighters (EFF), parti fondé en 2013 par Julius Malema, ancien responsable de l'organisation de jeunesse de l'ANC, recueillerait 9 %, avec une tendance à la hausse. Mais, même si Malema est connu pour sa capacité à interrompre de manière spectaculaire les séances parlementaires et pour son refus de porter des vêtements conventionnels – leur préférant vestes rouges, tuniques et treillis militaires –, il reste un vrai démagogue, tout aussi corrompu que ceux qu'il critique. Il ne rechigne pas à adopter un discours socialiste ou à en appeler au nationalisme noir, mais il ne sera jamais rien d'autre qu'un opportuniste avide. Lui et son parti vont capitaliser des voix au détriment de l'ANC, et certains commentateurs évoquent même une possible alliance ANC-EFF, malgré les attaques répétées des députés

EFF contre l'ANC dans l'arène parlementaire.

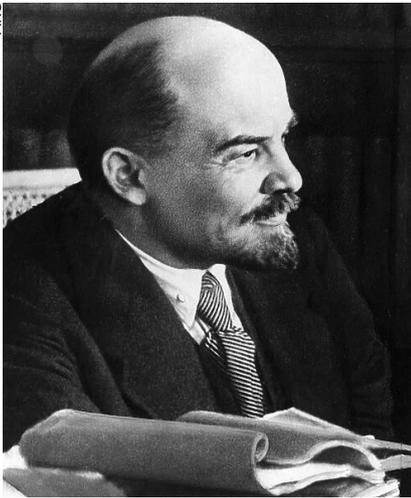
Cela dit, l'espoir n'est pas du côté de ces élections. Il est du côté de ceux qui gardent en tête les mobilisations de centaines de milliers de travailleurs de la fin des années 1980 et du début des années 1990, et qui affirment qu'il faut repartir de zéro. Aujourd'hui, les organisations de la classe ouvrière sont fragmentées et ont dégénéré, il faudra donc les reconstruire, comme dans pratiquement tous les pays du monde. Pour ce qui concerne l'Afrique du Sud, la période de luttes intenses des années 1980 est dans la mémoire de nombreux militants. Il est donc possible que la construction du parti révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin ne soit pas aussi difficile que certains le pensent. Quoi qu'il en soit, elle reste indispensable.

19 décembre 2023



REUTERS / RAYMOND PRESTON

Des Noirs conspuent un défilé de suprémacistes blancs à Prétoria, le 23 septembre 1989.



Trois livres sur Lénine (1870-1924), mort il y a 100 ans

Le 21 janvier 1924, Lénine décédait, après que la maladie l'avait pratiquement écarté de toute activité durant plus d'un an. Celui en qui le mouvement communiste voyait le principal artisan de la première révolution socialiste victorieuse n'avait pas 54 ans.

Sa mort survenait à un moment crucial. Après une série de révolutions vaincues en Europe, l'URSS se retrouvait isolée et sa classe ouvrière, épuisée par la

guerre civile, se détournait de l'exercice du pouvoir, désormais accaparé par une caste de chefs et d'administrateurs. Lénine avait engagé le combat

contre cette tumeur bureaucratique, et surtout, en 1922, contre ceux qui la représentaient au sommet du pouvoir : Staline et son clan. La disparition de Lé-



Détail de *L'abécédaire des soviets* (1921) : pour le L : Lénine ; pour le T : Trotsky.

nine fit qu'il ne put mener à bien son « dernier combat », selon l'expression de l'historien Moshe Lewin.

Il s'ensuivit une situation inédite : l'émergence et la consolidation d'une énorme force réactionnaire, antiouvrière, qui allait pouvoir se présenter partout en héritière de Lénine et en représentante du communisme. Cela a permis, dès la fin des années 1920, au stalinisme de stériliser, puis d'étrangler les possibilités de révolution. La désorganisation, la démoralisation de l'avant-garde ouvrière résultant des trahisons du stalinisme pèsent toujours sur le mouvement ouvrier, qui n'a toujours pas réussi à se doter d'une direction révolutionnaire digne de lui, comme l'avait été celle de Lénine, de Trotsky et du Parti bolchevique.

La mise en place d'un culte officiel de Lénine débuta dès ses obsèques, organisées par l'ex-séminariste Staline. Il décida ainsi, contre l'avis notamment de sa veuve, qu'on embaumerait son corps pour l'exposer dans un mausolée, créé tout exprès sur la place Rouge.

Canoniser Lénine répondait à un besoin vital pour la bureaucratie : vider de son contenu vivant l'idée du combat pour une société communiste universelle que Lénine avait incarnée. Il fallait au régime stalinien, et à ses agences à l'étranger, une relique momifiée, devant laquelle ils pouvaient s'incliner afin de duper les travailleurs, alors que la cause de la révolution et du communisme n'aura de pires ennemis qu'eux.

La production d'une avalanche de biographies, ou plutôt d'hagiographies, de Lénine s'inscrit dans ce cadre. Elles n'avaient aucun rapport avec ce que furent réellement la vie, l'activité militante et les combats de Lénine et de ses camarades, mais tout à voir avec le stalinisme.

Aujourd'hui, en Russie, les



Fin 1922, Les représentants du pouvoir suprême de la République des soviets de Russie : Lénine et Trotsky entourant Kalinine, nommé chef de l'État.

historiographes n'ont plus besoin, comme la bureaucratie, de se prétendre communistes et cela a ouvert le champ à une profusion d'écrits anticommunistes, aux relents tsaristes et national-staliniens mêlés. Ainsi, quand ils traitent de Lénine et de la révolution d'Octobre, ils ressassent les insanités antisémites que vomissaient les Blancs voici un siècle : ou encore les calomnies sur « l'argent et le train du Kaiser », censées prouver que l'Allemagne aurait aidé Lénine à revenir en Russie en

1917 pour affaiblir le camp de la démocratie, celui des impérialistes français et anglais, et de leur allié le tsar, etc.

Ici, effet du recul des idées progressistes, l'anniversaire de la mort de Lénine n'a suscité aucune production éditoriale notable sur la vie, l'œuvre de ce combattant de premier plan de la cause ouvrière, révolutionnaire et internationaliste. Pour mieux les connaître, il faut donc se reporter à ses écrits et se tourner vers des biographies parues il y a quelque temps.

LA JEUNESSE DE LÉNINE DE LÉON TROTSKY¹

Dans les premières années de la Russie des soviets, on désignait couramment le Parti bolchevique comme « le parti de Lénine et de Trotsky ». Le premier étant décédé en 1924, le second se trouvait le mieux placé pour en écrire la biographie. Il y avait aussi une autre raison à ce que Trotsky entame un tel travail : dès 1923, la coterie stalinienne s'employa à répandre le mythe d'une opposition de vues irréductible entre Lénine et Trotsky. Staline, Zinoviev et Kamenev avaient même inventé deux termes pour cela, suscitant un « léninisme » fossilisé qu'ils opposaient à un prétendu « trotskysme ». Celui-ci ressemblant trop à ce qui avait été la politique révolutionnaire de Lénine, le clan de Staline se mit à réécrire l'histoire de la révolution et du Parti bolchevique, sans reculer devant aucune falsification.

C'est donc une œuvre de combat qu'avait en projet Trotsky après son expulsion d'URSS par Staline en 1929. Il voulait restituer ce qu'avaient été les idées de Lénine, ses combats, son activité pour forger et diriger le Parti bolchevique, la conquête du pouvoir en 1917, les années de lutte pour que survive le pouvoir des soviets, dans l'attente qu'une autre révolution victorieuse vienne à sa rescousse. Mais les contraintes de l'exil, de la lutte incessante contre les forces conjuguées de la réaction et du stalinisme, l'énorme travail de création d'une Opposition de gauche internationale ne lui permirent pas d'aller plus loin que les quinze chapitres qui forment *La jeunesse de Lénine*. Et qui n'eurent jamais de suite, car un tueur de Staline assassina Trotsky à Mexico le 21 août 1940.

La jeunesse de Lénine se termine en 1893, après avoir dressé un tableau saisissant de la Russie des tsars, des contradictions qui la taraudaient, des forces qui s'y opposaient à l'autocratie, des milliers de jeunes gens qui cherchaient leur voie, dans ce pays économiquement et culturellement arriéré, et qui se battaient pour jeter à bas ce régime féodal, fondé sur l'exploitation effroyable de dizaines de millions de paysans et des minorités nationales. Trotsky montre comment, dans une même famille de province, celle du futur Lénine, Alexandre Oulianov, le frère aîné, puis Vladimir, son cadet, vont s'engager totalement dans « *la voie révolutionnaire de l'intelligentsia* ». Le premier, gagné au combat terroriste contre le tsar, y perdit la vie. Plus tard, son cadet trouva dans les écrits de Marx et de Plekhanov la voie permettant de dépasser l'incapacité du populisme et du terrorisme à briser le joug féodal, en allant chercher dans la classe ouvrière naissante le levier d'une révolution qui devait ébranler le monde.

LÉNINE DE LÉON TROTSKY²

Trotsky a publié ce livre en URSS courant 1924, peu après le décès de Lénine, en rassemblant des textes fort différents. Il y a d'abord deux écrits importants qu'il venait de rédiger : *L'ancienne Iskra* et *Autour d'Octobre*. Ces deux chapitres portent sur la période de l'émigration avant 1905, puis sur celle de 1917. Ils reposent sur des souvenirs encore frais que Trotsky avait de ses rencontres avec Lénine, des débats qui les avaient opposés, puis de leur étroite collaboration pendant et après la révolution. Au fil de pages particulièrement vivantes, Trotsky en profite pour rectifier ce qui

devient une habitude de la part de Staline et de ses soutiens : travestir les relations entre Lénine et lui, en remontant à des événements que bien des Soviétiques de 1924 n'avaient pas vécus. À cela s'ajoutent des textes plus courts, que Trotsky avait rédigés à différentes périodes : à l'occasion de l'attentat qui avait grièvement blessé Lénine en 1918, lors de la maladie de Lénine, puis lors de son décès, et un autre texte sur sa personnalité (*Lénine comme type national*).

Ces textes ont en commun d'être des témoignages directs, rédigés dans un style familier, qui fourmillent d'anecdotes sur Lénine et les autres révolutionnaires, bien loin du style stéréotypé, guindé, des Mémoires de commande sur Lénine que le stalinisme va rapidement imposer en URSS et dans le monde.

LÉNINE – LA RÉVOLUTION PERMANENTE DE JEAN-JACQUES MARIE³

Cette biographie, la plus achevée à tout point de vue, est de Jean-Jacques Marie, un historien du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Son titre se réfère à la théorie de la révolution permanente de Trotsky qui aurait été, selon les staliniens, à l'origine de son prétendu anti-léninisme. Cela indique à qui vont les sympathies de l'auteur, en soulignant d'emblée que Lénine fonda, comme Trotsky, toute son activité politique et militante sur une conception de la révolution socialiste qui ne pouvait et ne devait s'arrêter ni à une première victoire ni aux frontières d'un État.

C'est autour de cet axe que Lénine a conçu et construit les outils indispensables à la réalisation de cette tâche : le Parti bolchevique, puis l'Internationale

1 *La jeunesse de Lénine*, de Léon Trotsky, a été rééditée par Les Bons Caractères en 2004.

2 *Lénine*, de Léon Trotsky, sorti aux PUF en 1970, ne se trouve plus qu'en occasion et sur Internet : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1924/04/lt1924042100.htm>

3 *Lénine – la révolution permanente*, de Jean-Jacques Marie, est paru chez Payot en 2011.

communiste. Mais, sur ce terrain comme sur les autres, Jean-Jacques Marie ne présente pas Lénine comme ayant eu un plan préconçu immuable, ni comme ce chef à la tête de troupes qui l'auraient suivi aveuglément, selon le catéchisme des staliniens et celui des anticommunistes occidentaux. Au contraire, il souligne que le Parti bolchevique se forma dans le contexte d'une tradition russe séculaire de lutte contre le tsarisme, parmi les différents types d'organisation et de militants auxquels elle donna naissance, qui se combinaient avec le renforcement de partis ouvriers ayant adopté les vues de Marx en Europe occidentale.

Il retrace les luttes qu'il lui fallut mener dans le mouvement révolutionnaire russe et dans son propre parti pour gagner la classe ouvrière à l'idée et à la nécessité de la révolution sociale. Non seulement aux débuts mais tout au long de l'existence du Parti bolchevique, Lénine n'a jamais cherché, même durant la guerre civile, à y imposer une discipline de caserne que le stalinisme présentera comme le summum du « bolchevisme ». D'ailleurs, sur bien des questions, parfois de vie et de mort pour la révolution, Lénine se trouva en minorité à la direction du parti qu'il avait fondé, et ce n'est qu'au travers de débats, de luttes plus ou moins dures, qu'il parvint à convaincre des militants avec lesquels des années de lutte en commun avaient établi de fortes relations de fraternité, de camaraderie et de confiance.

Partisan déclaré de Lénine, Jean-Jacques Marie traite ses écrits – et il en restitue beaucoup que les staliniens avaient caviardés ou jetés aux oubliettes⁴ – en s'opposant à ceux qui voudraient faire de chacune de ses lignes un texte sacré. Il cite ce que Lénine répliqua en 1922 à Kamenev, qui voulait publier ses œuvres complètes : ses « écrits étant pour beaucoup affaire de circonstance », il n'en voyait pas l'intérêt. L'auteur montre aussi à travers maints exemples que la politique prônée par Lénine s'adapte en permanence aux changements de situation, qu'il la remet lui-même en question chaque fois que les circonstances l'exigent. De façon radicale, comme dans ses *Thèses* d'avril 1917, quand le sort de la révolution exigea de se débarrasser au plus vite de formules vieilles, car dépassées par le cours des événements. Des formules qui menaçaient de faire obstacle à ce que le parti sache saisir l'occasion de conduire la classe ouvrière à la prise du pouvoir, mais auxquelles les plus droitiers des dirigeants bolcheviques se cramponnaient, quitte à accuser Lénine de « trahir le bolchevisme » en se ralliant aux conceptions de Trotsky sur la révolution permanente.

On ne pourrait résumer en quelques phrases ce livre d'une grande richesse. Disons simplement qu'il dresse un tableau fort bien documenté, vivant et même passionnant notamment de la vie du Parti bolchevique, mais aussi qu'il se positionne d'un point de vue militant, celui

de plus de trente années d'une intense vie militante dédiée à la révolution permanente. Depuis celle du jeune marxiste cherchant à regrouper des camarades et à s'adresser politiquement aux ouvriers, jusqu'à celle du chef d'un parti qui, à peine formé, se retrouva aux premiers rangs de la révolution de 1905 ; du proscrit condamné à l'exil, du dirigeant resté fidèle à l'internationalisme prolétarien en 1914 et qui maintenait le cap sur la transformation de la guerre mondiale en guerre civile, de celui qui eut à diriger le premier État ouvrier durant la guerre civile en même temps qu'à tout faire pour hâter la constitution de partis communistes capables de conduire la révolution à la victoire dans le reste du monde.

Revenant sur la haine que le monde de la bourgeoisie voue à Lénine et à son action, Jean-Jacques Marie explique : « *Son vrai crime n'est pas seulement d'avoir "osé" en octobre 1917, mais d'avoir dès 1894 préparé méticuleusement, patiemment, avec acharnement, les moyens pratiques de réaliser son entreprise et d'avoir ensuite tout mis en œuvre pour tenter de la faire exister, tout en s'efforçant d'étendre l'incendie qu'il avait propagé à l'ensemble du monde.* » Puisse la nouvelle génération faire surgir de tels combattants opiniâtres, voués entièrement à la cause de la classe ouvrière et de l'avenir communiste de l'humanité !

16 janvier 2024

4 Jean-Jacques Marie relève que les *Œuvres de Lénine*, fortement épurées sous Staline, tenaient en 35 volumes ; puis 55 volumes sous Khrouchtchev : on y avait réintroduit des textes censurés par le stalinisme, mais pas tous, loin de là.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

La prochaine fête de Lutte ouvrière à Presles (Val d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les exposés du CLT et brochures sur le Moyen-Orient :

Moyen Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 – 3 €

Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les États arabes comme ennemis
n° 2, 25 novembre 1983 – 2 €

L'impérialisme français au Moyen-Orient
n° 20, 24 octobre 1986 – 2 €

De la guerre des pierres à un État Palestinien
n° 58, 8 octobre 1993 – 2 €

Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite
n° 67, 2 février 1996 – 2 €

Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géolier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique
n° 109, 1^{er} février 2008 – 2 €

Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme
n° 137, 14 novembre 2014 – 2 €

Les dirigeants sionistes font la guerre aux Arabes... et au peuple israélien

(la guerre du Liban, juillet 1982 – 1 euro)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Vient de paraître

Friedrich Engels

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

220 pages – 13€



Déjà parus

Thomas Rose

Les socialistes en France 1871-1914

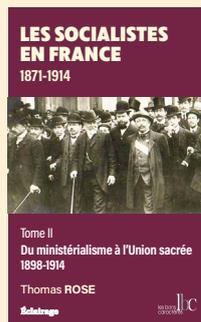
Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

Tome 1 : Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898



Tome 2 : Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



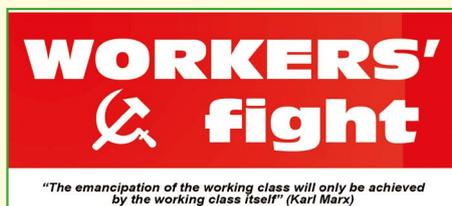
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>